



GREAT

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

AC 001079 / 01 Juillet 2009

" Réfléchir à changer "

Le calendrier

- Rapport d'activités 2012 -



Bamako, juillet 2013

Avant propos



Je change, donc je suis

Tous les peuples du monde ont une certaine connaissance de l'univers, de son origine, de sa structure et de son devenir. La science moderne prolonge ces connaissances par une maîtrise remarquable des phénomènes astronomiques. Il en résulte une plus grande précision dans la mesure du temps comme la durée moyenne de 24 heures du jour

solaire ou des 365.2422 jours pour une année tropique en passant par les 29.53 jours de la lunaison moyenne. L'observation d'autant de phénomènes depuis la nuit des temps sert de référentiels à une meilleure organisation de la vie, agricole, sociale et religieuse des peuples.

En effet, la mesure du temps sert à organiser la vie économique, sociale et religieuse des sociétés. Sans relever absolument de la mesure du temps, le calendrier n'en est pas moins un repère précieux, un moyen commode de marquer son époque. Sans les mesurer, il recense de façon cohérente les jours, les semaines, les mois et les années, plus ou moins en accord harmonieux avec les phénomènes astronomiques observables. On en distingue aujourd'hui trois principaux types, à savoir le calendrier lunaire, le calendrier luni-solaire et le calendrier solaire.

Notre calendrier lunaire se confond aujourd'hui avec celui musulman selon lequel les années sont comptées à partir du 16 juillet 622 du calendrier julien, jour de l'hégire ou départ du prophète Mahomet de la Mecque pour Médine. Avec le calendrier luni-solaire, les mois commencent à la nouvelle lune (comme pour le calendrier lunaire) mais il est ajouté à certains moments un mois pour que le calendrier ne dérive pas par rapport aux saisons. C'est le cas des calendriers chinois ou ecclésiastique, etc. dans le calendrier solaire, les mois ne tiennent pas compte de la lune. Il est de nos jours le plus partagé dans le monde. Il a évolué du calendrier julien à celui grégorien. Le premier est adopté en 46 avant notre ère par Jules César en s'appuyant sur l'astronome Sosigène d'Alexandrie, le second en 1582 de notre ère par Grégoire XIII, à l'instigation des astronomes Luigi Lilio et Christophorus Clavius et du mathématicien espagnol Pedro Chacon. Entre temps, le début de l'année sera déplacé du 1^{er} mars au 1^{er} janvier, au II^{ème} siècle avant notre ère. La réforme grégorienne était motivée par la nécessité de corriger le retard de 10 jours que le calendrier julien marquait par rapport au soleil. Il fut ainsi décidé que le lendemain du 4 octobre 1582 serait le 15 octobre au lieu du 5.

Le calendrier grégorien fut aussitôt adopté à Rome, en Espagne et au Portugal puis, deux mois plus tard, en France (passage du 9 décembre au 20) et deux siècles plus tard en Grande Bretagne (passage du 2 février 1752 au 14). Il faut attendre le XX^{ème} siècle pour voir son extension à l'URSS en 1919, à la Grèce en 1924, à la Roumanie et à la Yougoslavie, en 1919. Le 1^{er} janvier 1927, la Turquie passa du calendrier musulman au calendrier grégorien.

En France, le calendrier grégorien sera toujours utilisé sauf pendant la révolution de 1789 lorsque sera promulgué, par décret du 24 novembre 1793, le calendrier républicain, avec le 22 septembre 1792 comme an I de la république. Ce nouveau calendrier restera en vigueur jusqu'à son abolition le 1^{er} janvier 1806 par Napoléon I^{er}. Il comprenait 12 mois de 30 jours et 5 jours complémentaires consacrés à la célébration des fêtes républicaines avec pour noms

vendémiaire, brumaire, frimaire, nivôse, pluviôse, ventôse, germinal, floréal, prairial, messidor, thermidor et fructidor. Ces mois étaient divisés en décades et les noms des jours de la semaine étaient dans l'ordre naturel de la numération e.g. primidi, duodi, etc.

Si le calendrier julien accusait un retard de 3 jours tous les 4 siècles, celui grégorien n'en est plus qu'à un jour tous les 4 millénaires. La durée moyenne annuelle est passée ainsi de 365.25 jours à 365.2425 du fait que les années centenaires ne seront bissextiles que si elles sont divisibles par 400, comme l'a proposé l'astronome Luigi Gigli qui fixera en même temps la date de l'équinoxe de printemps au 21 mars.

Quel que soit le calendrier, les années peuvent être numérotées à partir d'une référence quelconque, de préférence neutre, les jours et les mois pouvant, quant à eux, être désignés par des noms propres à chaque culture. Le calendrier existant correspond à l'année dite civile. La plupart des activités humaines sont régies par ce référentiel y compris les activités agricoles dont on sait que le cycle complet s'étire sur deux calendriers civils. Dans bien de pays, les exercices comptables et fiscaux sont sur des conventions annuelles autres que l'année civile. GREAT avait adopté avec son plan stratégique 2010-2014 un tel calendrier dont l'exercice s'étale d'avril à mars, soit sur deux années civiles consécutives. La relecture du système comptable et la mise à niveau de la comptabilité ont ramené l'exercice comptable de janvier à décembre conformément aux dispositions du système comptable officiel en vigueur. La dynamisation du partenariat du Groupe avec aujourd'hui la prétention nettement affichée au droit de bénéficier de subventions publiques de par sa contribution officiellement reconnue à la production et à la diffusion du savoir au Mali, avec son corollaire d'inscription de telles subventions dans des exercices budgétaires d'Etat, tout cela milite en faveur de l'adoption du calendrier civil aussi bien au plan comptable qu'à celui de la programmation et au suivi de l'ensemble des activités du Groupe.

L'année 2012 aura été très riche en événements au Mali. Chacun de ces événements a impliqué des acteurs aux agendas divergents et aux calendriers discordants, calendrier de retour à l'ordre constitutionnel, calendrier de retrait de la junte militaire, calendrier de déploiement de forces militaires étrangères, calendrier électoral, etc. Le pays bouillait et bruissait de partout, mêlant rituels islamistes, guerre et contestations sociales diverses jusqu'à l'accalmie des joutes électorales de 2013. On dirait un marché de moucherons, d'abeilles et de singes, chacun avec sa marchandise et sa monnaie.

A cette année tumultueuse succédera l'incertitude puis le doute et probablement la remise en cause de l'ordre préexistant. Les citations à faire figurer sur les futurs calendriers de GREAT renseigneront, en tireront les leçons et relayeront les bonnes paroles qui pourront en sortir du seul fait de la loi des grands nombres d'acteurs, de leurs gestes et paroles. D'ores et déjà, la rupture est entamée avec le changement de calendrier et l'adoption d'un programme ambitieux d'études et de recherche avec en vue le suivi-évaluation du plan stratégique et la tenue prochaine des Journées du savoir sur la problématique centrale de l'équilibre, aussi bien en sciences économiques que dans ses disciplines connexes.



François Koné, Responsable DEF



Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC



Boubacar Bougoudogo, Responsable DER



Moussa Coulibaly, Responsable DAF



Djénéba Diarra, assistante de recherche



Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif

Table des matières

Résumé exécutif	1
1. Etudes et recherche.....	4
1.1. Gouvernance.....	4
1.2. Evaluation d'impacts	8
1.3. Pauvreté	11
1.4. Financement de l'économie	14
1.5. Offres diverses d'études et de recherche	15
2. Enquêtes	21
3. Formation et renforcement des capacités	23
3.1. Ateliers de formation.....	23
3.2. Analyse de données	25
4. Communication et information	26
5. Publications	29
5.1. Les Great_Cahiers	29
5.2. Le Great_Savoir	29
5.3. Base de connaissances.....	31
6. Partenariat.....	32
6.1. Institutions de recherche.....	32
6.2. Administration publique.....	33
6.3. Société civile	33
6.4. Partenaires techniques et financiers	33
7. Fonctionnement institutionnel.....	34
7.1. Programmation et responsabilisation des activités.....	34
7.2. Réunions statutaires.....	34
8. Suivi budgétaire.....	35
8.1. Système de gestion	35
8.2. Structure des dépenses	35
8.3. Sources de financement.....	35
9. Programme d'activités 2013	36
Conclusions	38

Résumé exécutif

Ce rapport donne un aperçu des activités menées par GREAT au cours de l'année 2012 aux titres des études et recherche, des enquêtes, de la formation et du renforcement des capacités, de la communication et de l'information, des publications, du partenariat, du fonctionnement institutionnel et du suivi budgétaire. Il fait aussi une programmation sommaire des activités de l'année 2013.

Les activités d'études et recherche et d'enquêtes ont tourné autour de 4 thématiques principales que sont la gouvernance, l'évaluation d'impact, la pauvreté et le financement de l'économie. Les activités rapportées se présentent comme suit:

- 2 travaux de recherche
 - ✓ L'accès des actifs occupés à la protection sociale au Mali
 - ✓ Cartes de pauvreté du Mali (RGPH 2009 et ELIM 2010)
- 5 études spécifiques au compte de partenaires externes
 - ✓ Conflits et gouvernance de la sécurité au Mali – Analyse des jeux d'acteurs
 - ✓ Analyse des effets des interventions en formation professionnelle de PAJE/NIETA sur les jeunes, leur environnement et les communautés bénéficiaires – Étude sur la situation de départ
 - ✓ Etude de la satisfaction des clientes auprès des prestataires de service PF dans les CSCOM de Bamako
 - ✓ Etude régionale de recherche-action sur la taxation des produits de tabac en Afrique de l'ouest – Etat des lieux
 - ✓ Les déterminants des taux débiteurs des banques au Mali
- 4 enquêtes de terrain
 - ✓ Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité globale
 - ✓ Enquête Afrobaromètre
 - ✓ Analyse des effets des interventions en formation professionnelle de PAJE/NIETA sur les jeunes, leur environnement et les communautés bénéficiaires – Etude sur la situation de départ
 - ✓ Enquête de satisfaction des clientes auprès des prestataires de service PF dans les CSCOM à Bamako
- 2 missions d'évaluation
 - ✓ Mission Afrobaromètre d'évaluation en Guinée
 - ✓ Mission Afrobaromètre d'évaluation en Côte d'Ivoire
- 11 offres d'études et de recherche
 - ✓ Evaluation d'impacts du projet Nyeleni de CARE
 - ✓ Evaluation du volet IST/VIH/Sida du programme santé/USAID Keneya CIWARA
 - ✓ Evaluation à mi-parcours du programme de réponse humanitaire et renforcement de la résilience des enfants touchés par la crise alimentaire à Diéma
 - ✓ Etude Ecoloc Bougouni et actualisation diagnostic Koutiala
 - ✓ Evaluation croisée des CSCOM du cercle de Koutiala
 - ✓ Financement de l'innovation – Quels mécanismes pour une Afrique innovante
 - ✓ Etude sur le repositionnement et la création d'une nouvelle marque de préservatif masculin chez les hommes et femmes âgés de 18-35 ans au Mali
 - ✓ Etude TRaC sur les soins de base aux personnes âgées de 15-49 ans vivant avec le VIH/Sida
 - ✓ Accès aux systèmes de santé, inclusion et équité au Mali – Note conceptuelle
 - ✓ Impacts de la crise sociopolitique sur le marché du travail

- ✓ Approche institutionnelle de la protection sociale dans le secteur informel.

En matière de formation et de renforcement de capacités, on distingue les ateliers de formation animés par GREAT et les ateliers de formation auxquels a participé le personnel de GREAT:

- 3 ateliers de formations animés par GREAT
 - ✓ Nettoyage et analyse des données EPAM
 - ✓ Analyse approfondie des données EPAM et rédaction de rapports de recherche
 - ✓ Suivi et plaidoyer budgétaire des fonds alloués à la santé, aux politiques de gratuité des soins de santé
- 3 formations suivies par le personnel de GREAT
 - ✓ Analyse budgétaire dans le domaine des services sociaux de base
 - ✓ Introduction aux systèmes d'information géographique avec QGIS
 - ✓ Analyse des données sur le travail décent au Mali.

Les publications concernent les rapports de recherche, les Policy briefs et les bases de données à travers le site Internet (www.greatmali.net) au profit du réseau d'abonnés. Au total, ont été publiés 3 Great_Cahiers et 9 Great_Savoir. Par ailleurs, la mise à jour quotidienne de la Base de connaissance sur le site a continué tout au long de l'année.

Au titre de la communication et de l'information, de nombreuses activités de plaidoyer et de dissémination de résultats de recherche ont été menées:

- Plaidoyer en faveur de la transparence budgétaire au Mali
 - ✓ Participation au forum des peuples à Niono
 - ✓ Rencontre avec le Ministre délégué au budget
 - ✓ Rencontre avec le Secrétaire général du Ministère de l'économie, des finances et du budget
 - ✓ Rencontre avec le sous-directeur des prévisions budgétaires de la Direction générale du budget
 - ✓ Rencontres avec le Président de la Chambre de vérification des comptes et de contrôle des services personnalisés de la Cour suprême
 - ✓ Rencontre avec le rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale
- Dissémination de résultats de recherche
 - ✓ Atelier de dissémination à Bamako sur la fiscalité du tabac au Mali
 - ✓ Conférence régionale CRES – CEDEAO – CRDI à Ouagadougou sur la taxation des produits du tabac.

Le renouveau et/ou la création de partenariats multiformes sont aussi soulignés dans ce rapport. Cela concerne:

- 4 institutions de recherche
- 4 structures de l'administration publique
- 4 organisations de la société civile
- 3 partenaires techniques et financiers.

Le fonctionnement institutionnel a consisté à la tenue de:

- 1 réunion du Conseil d'administration (rapport d'activité 2011, programme d'activité 2012, compte rendu processus de réforme institutionnelle, etc.)
- 6 réunions de personnel pour la coordination entre départements, la programmation et la répartition des tâches

- 3 ateliers résidentiels à Koulikoro.

La gestion administrative et financière traite:

- du nouveau calendrier budgétaire
- du système de gestion
- de la structure des dépenses
- des sources de financement.

A la fin du rapport, il est fourni une programmation sommaire des activités du prochain exercice tout en précisant pour chacune d'elles, la personne qui en sera responsable.

1. Etudes et recherche

1.1. Gouvernance

☞ Conflits et gouvernance de la sécurité au Mali – Analyse des jeux d'acteurs

Le processus de démocratisation de la vie politique n'a pas encore produit une bonne gouvernance de la sécurité et de la justice selon des normes acceptables aux plans des droits et libertés. Aussi, en 2012, le pays connaîtra une de ses plus graves crises, surtout d'ordre sociopolitique, remettant en cause son intégrité territoriale, son caractère même formel républicain, et imposant à une partie de sa population un rigorisme religieux de type moyenâgeux. Le chaos a eu raison du régime d'Amadou Toumani Touré et a entraîné la perte de contrôle par l'Etat central des deux tiers du territoire national, provoqué le déplacement de milliers de personnes et finalement abouti à la guerre depuis ce 9 janvier 2013 dans la petite localité de Kona en territoire jusqu'alors sous contrôle gouvernemental.



Bande sahélienne

Pour en sortir, cette étude tente de mesurer les rapports de force entre acteurs en étudiant leurs convergences et leurs divergences par rapport à des enjeux et objectifs de sécurité ou de stabilité du système, mais aussi scrute les possibilités d'évolution de ces relations, conflictuelles ou non.

Le rapport qui en est issu identifie les principaux acteurs de la crise, scrute ses enjeux et mesure les rapports de force ainsi que le positionnement de chaque acteur sur les échelles de la convergence, de la divergence ou encore de l'ambivalence les uns vis-à-vis des autres.

Problématique	Identifier les principaux acteurs et leurs positionnement face aux enjeux de ✓ contrôle des ressources naturelles ✓ respect des droits de l'homme ✓ intégrité territoriale et laïcité de l'Etat ✓ fonctionnement des institutions de la République ✓ relance économique ✓ relents identitaires et religieux ✓ etc.
Pertinence politique	Comme tous les pays en transition démocratique, le Mali se fixe comme objectifs la stabilité politique, le renforcement de son processus démocratique et à terme le développement économique. Aussi, l'atteinte de ces objectifs passe-t-elle par le renforcement de l'Etat de droit et de la justice, la protection des droits de l'homme et le renforcement du rôle de la société civile.
Revue de la littérature	✓ <i>Alan Bryden, Boubacar N'Diaye et Funmi Olonisakin</i> (2008): Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest – Les défis à relever, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, Genève, juin ✓ <i>Commission européenne</i> (2010): Appui à la réforme de la justice dans les pays ACP, Collection Outils et méthodes, Document de référence n° 9, septembre ✓ <i>OCDE</i> (2007): Manuel de l'OCDE sur la réforme des systèmes de sécurité – soutenir la sécurité et la justice ✓ <i>Nouhoum Sangaré</i> (2008): Le Mali, in Alan Bryden, Boubacar N'Diaye, Funmi Olonisakin, op. cit.

Méthodologie	La démarche méthodologique est celle de l'analyse des jeux d'acteurs dite MACTOR. Elle est pertinente dans une situation d'intervention de nombreux acteurs avec une série d'enjeux et d'objectifs que chacun d'entre eux peut poursuivre.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement de coupures de presse et d'analyse documentaire. Elles sont relatives à l'ampleur de la crise, l'état de l'opinion publique à son sujet et aux préoccupations majeures des acteurs vis-à-vis des enjeux existants ou potentiels
Principaux résultats	Le rapport a retenu 14 acteurs principaux dont 8 internes et 6 externes. Au regard des influences directes des acteurs les uns sur les autres, la France, l'ONU et la CEDEAO sont les acteurs dominants du système. Les acteurs autonomes sont l'Algérie, la Mauritanie et le Qatar. Tous les acteurs internes sont dépendants avec les mouvements islamistes et les partis politiques défavorables à la junte relativement plus influents que les autres. En incorporant les influences indirectes, les trois acteurs dominants le restent, mais la dominance de la France et de l'ONU devient encore plus nette. Par rapport aux enjeux, le "trafic" demeure l'objectif le plus conflictuel, objectif qui doit finalement être pour beaucoup dans l'avènement de la crise et dans le déclenchement du conflit armé.
Recommandations	Puisque les résultats de l'application de la méthodologie choisie dépendent de la qualité des données, il importe que celles-ci soient judicieusement collectées y compris à travers des entretiens qualitatifs auprès des acteurs.

☞ Mission Afrobaromètre d'évaluation en Guinée

Dans le processus d'extension de son réseau de partenaires nationaux, Afrobaromètre a initié une mission d'évaluation en Guinée. La mission a séjourné à Conakry du 9 au 15 juillet 2012 et comprenait Messieurs Massa Coulibaly et Adama Tiendrebéogo.



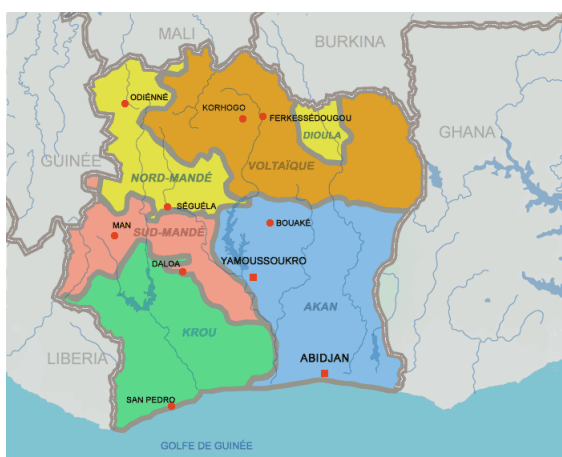
Quatre éléments clés constituent l'ossature de ce rapport, à savoir (i) l'environnement sociopolitique, (ii) les potentiels partenaires, (iii) le cadre statistique de sondage et (iv) les expériences d'enquêtes dans le pays. Sur ces points, l'évaluation révèle que le processus de démocratisation du pays se poursuit de façon satisfaisante. Elle note qu'au plan économique, d'importantes réformes structurelles sont en cours, allant de l'assainissement de la gestion des

entreprises publiques à la publication des rapports de l'Agence nationale de lutte contre la corruption en passant par l'adoption d'un nouveau code minier et l'abstention du Gouvernement à souscrire ou à garantir des prêts extérieurs non concessionnels.

Problématique	Deux objectifs majeurs, à savoir: ✓ évaluer la faisabilité politique des enquêtes Afrobaromètre dans le pays en termes d'acceptabilité des sondages d'opinion de la part des autorités nationales et d'existence d'une base de sondage fiable et actualisée en vue d'un échantillonnage national représentatif ✓ évaluer les capacités techniques des structures locales de recherche, en termes d'expériences et de ressources requises pour conduire à bien un projet Afrobaromètre
---------------	---

Pertinence politique	Garantir la faisabilité, au triple plan: ✓ du climat politique, l'environnement politique devant être suffisamment ouvert pour permettre aux citoyens en âge de voter de participer à l'enquête de façon libre et honnête ✓ d'un échantillon national représentatif, ce qui suppose l'existence d'une base de sondage fiable et actualisée et des facilités pour atteindre l'ensemble des unités primaires d'échantillonnage du pays ✓ du futur partenaire national, en tant que structure de recherche disposant des qualifications et d'expériences nécessaires pour conduire ce genre d'enquêtes
Revue de la littérature	✓ CNOSCG (2010): Forum des sociétés civiles – Actes, Conakry, 9 – 11 décembre ✓ INS (2011): Annuaire statistique 2011, Imprimerie Verduze Conakry ✓ FMI (2011): Guinée – Programme de référence, Rapport du FMI n° 11/251, juillet ✓ PNUD (2007): Note sur la situation politique, sociale et économique en Guinée, juillet ✓ PNUD (2002): Rapport national sur le développement humain 2002 – Gouvernance et lutte contre la pauvreté, Les éditions Castel
Méthodologie	✓ Entretiens divers ✓ Visites d'institutions nationales et de structures de recherche ✓ Analyse documentaire ✓ Rédaction de rapport
Données utilisées	✓ Dispositions législatives et réglementaires en matière de sondage d'opinions ✓ Données relatives au recensement général de la population et la cartographie qui l'accompagne pour l'identification et le repérage sur le terrain des unités primaires d'échantillonnage ✓ Rapports d'entretiens ✓ Rapports d'études et de recherche des potentiels partenaires techniques ✓ Documents divers
Principaux résultats	✓ L'environnement sociopolitique du pays ne s'oppose pas à la conduite de sondages d'opinion du genre Afrobaromètre ✓ Pour les besoins de l'échantillonnage, l'INS peut mettre à la disposition du futur partenaire national les conditions optimales de sélection des zones de dénombrement avec les repérages cartographiques nécessaires ✓ Au plan technique, bien d'institutions d'études et de recherche sont à même de relever le défi
Recommandations	Il est souhaitable qu'un appel d'offres restreint soit lancé au moment opportun pour mieux apprécier de l'intérêt réel des institutions, de leurs compétences révélées et de leurs prétentions financières. Un tel appel pourrait être restreint aux organismes de recherche rencontrés lors de la mission

☞ Mission Afrobaromètre d'évaluation en Côte d'Ivoire



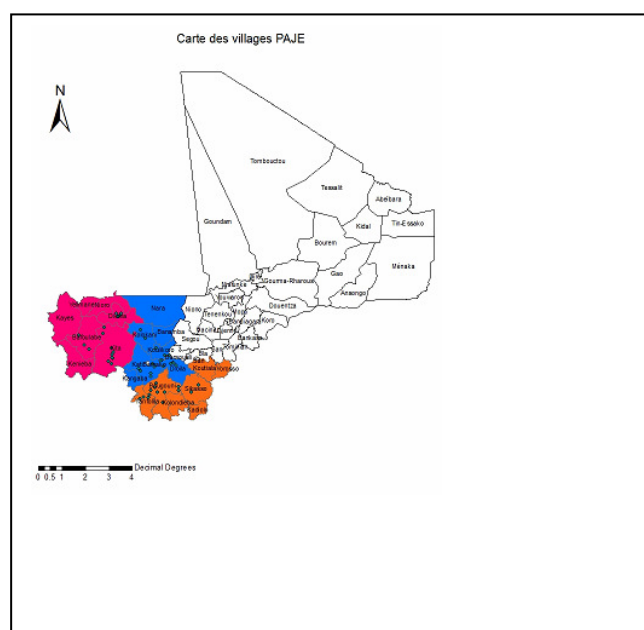
La mission s'inscrit dans le cadre du processus d'extension du réseau Afrobaromètre en Afrique. Il se fonde aussi bien sur des recherches documentaires, des connaissances empiriques du pays que sur les résultats de la mission exploratoire qui s'est rendue à Abidjan en Côte d'Ivoire du 16 au 22 juillet 2012, avec pour but d'évaluer sur le plan sociopolitique la faisabilité des enquêtes Afrobaromètre dans le pays et sur le plan technique la capacité d'institutions locales à entreprendre de telles enquêtes. La mission, composée des

professeurs Augustin Loada, Directeur exécutif du Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) du Burkina Faso et Massa Coulibaly, Directeur exécutif du GREAT du Mali a eu à rencontrer des organisations de la société civile, des institutions de recherche, des structures gouvernementales ainsi que des chercheurs.

Problématique	Le présent rapport se fonde aussi bien sur des recherches documentaires, des connaissances empirique du pays que sur les résultats de la mission exploratoire.
Pertinence politique	Malgré sa fragilité, le climat général demeure favorable à la conduite de sondages d'opinion, compte tenu de la prégnance de la liberté d'expression et de l'intérêt que manifestent diverses parties prenantes en faveur de telles enquêtes. Toutefois, en raison des stigmates de la crise sociopolitique qui a sévèrement affecté le tissu social, quelques précautions doivent être prises pour obtenir la coopération des enquêtés et assurer la sécurité des enquêteurs, notamment dans les régions de l'Ouest non encore totalement pacifiées.
Revue de la littérature	✓ COSOPCI (2008): Election présidentielle en Côte d'Ivoire – Evaluation de la phase préliminaire du processus électoral, Rapport n° 01, août ✓ RAIDH (2011): Présentation des résultats préliminaires du rapport de documentation et production de rapport sur les violations des droits humaines de septembre 2002 à mai 2011 – Partenaires d'exécution ✓ PNUD, République de Côte d'Ivoire, Plan d'action du programme de pays 2009-2013 entre le Gouvernement de Côte d'Ivoire et le PNUD.
Méthodologie	✓ Entretiens divers ✓ Visites d'institutions nationales et de structures de recherche ✓ Analyse documentaire ✓ Contribution à la rédaction de rapport de mission
Données utilisées	✓ Dispositions législatives et réglementaires en matière de sondage d'opinions ✓ Données relatives au recensement général de la population et la cartographie qui l'accompagne pour l'identification et le repérage sur le terrain des unités primaires d'échantillonnage ✓ Rapports d'entretiens ✓ Rapports d'études et de recherche des potentiels partenaires techniques ✓ Documents divers
Principaux résultats	D'une manière générale, tous les interlocuteurs rencontrés ont paru intéressés par le projet d'extension du réseau Afro à la Côte d'Ivoire. Aussi, la mission recommande-t-elle qu'un appel d'offre soit lancé afin de sélectionner la structure de recherche qui fera la meilleure offre.
Recommandations	Il serait souhaitable que la structure une fois sélectionnée, entre en contact non seulement avec les autorités gouvernementales notamment le Secrétariat national à la gouvernance et au renforcement des capacités (SNGRC), l'Institut national de statistiques, mais aussi la société civile, les partis politiques et les médias, afin de préparer l'opinion ivoirienne à la conduite des enquêtes. Un atelier national de lancement pourrait constituer une opportunité de présenter le réseau Afrobaromètre et de rassurer l'opinion nationale et recueillir les suggestions des parties prenantes.

1.2. Evaluation d'impacts

- Analyse des effets des interventions en formation professionnelle de PAJE/NIETA sur les jeunes, leur environnement et les communautés bénéficiaires – Étude sur la situation de départ



Le rapport met l'accent sur les niveaux initiaux des indicateurs de mesure d'impacts de projet ou programme aussi bien chez les bénéficiaires que chez les non bénéficiaires. Cette comparaison entre groupes bénéficiaires et groupes témoin se fait au niveau des villages, des ménages, des jeunes eux-mêmes et de leurs UPI.

La collecte des données s'est faite à l'aide de 4 questionnaires dont les unités d'observations étaient respectivement le village, le ménage, le jeune avec AGR et son entreprise ou UPI (unité de production informelle – telle que consacrée dans la comptabilité nationale).



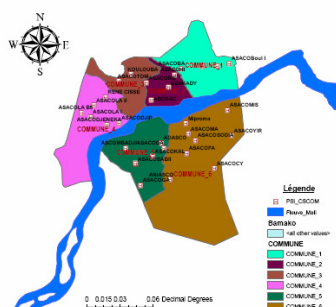
Le questionnaire village a servi de base de sélection des jeunes de l'échantillon, âgés de 14-25 ans, exerçant une AGR et déscolarisés. Il a aussi permis d'identifier l'existence dans le village d'un certain nombre d'infrastructures et équipements sociaux de base comme les infrastructures de marché, d'hydraulique et les services d'éducation et de santé, etc.

Problématique	Quels sont les impacts du Projet PAJE/NIETA sur les jeunes entrepreneurs ruraux
Pertinence politique	La poursuite du projet voire son extension spatiale dépend des connaissances sur le niveau de compétence initial des jeunes dans les différentes activités professionnelles et génératrices de revenus. Il importe également de suivre et d'évaluer la pertinence des actions de formation programmées en fonction des finalités visées (capacités techniques et matérielles pour la mise en œuvre effective des AGR)
Revue de la littérature	✓ Documents de projet ✓ Rapports de mise en œuvre ✓ RGPH 2009
Méthodologie	La méthodologie générale est celle de la mesure d'impacts de projets sur les jeunes entrepreneurs. A cette phase de démarrage du projet, elle a consisté en: ✓ Enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1100 jeunes âgés de 14 à 25 ans dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti ✓ Saisie, et double saisie des données sur CsPro puis transfert sur SPSS ✓ Traitement des données par Analyse en composantes principales, Analyse factorielle des correspondances et Régression multivariée.
Données utilisées	Les données nécessaires à cette analyse sont collectées lors d'enquêtes quantitatives par questionnaires (12 au 26 juillet 2012), tant auprès des ménages qu'auprès des jeunes pris individuellement

Principaux résultats	✓ Le rapport établit les principales caractéristiques des villages en termes d'accès des populations aux infrastructures et équipements de base, le niveau de vie des ménages, la situation financière des UPI ainsi que leurs dotations capitalistiques, les déterminants sociodémographiques des jeunes eux-mêmes et le niveau de revenu qu'ils tirent de leurs AGR respectives, niveau ensuite comparé au seuil de pauvreté ✓ Les taux de dépenses des ménages ont ensuite permis de mesurer les indices de pauvreté monétaire desdits ménages et d'apprécier ainsi le niveau de bien-être monétaire des jeunes ✓ Il ressort des différents calculs effectués sur les données d'enquêtes et les résultats présentés selon les deux groupes de villages bénéficiaires et témoin du projet que les niveaux des principaux indicateurs dégagés sont comparables entre ces deux groupes et la méthodologie d'évaluation d'impacts permettra d'apprécier l'impact réel du projet sur les jeunes, sur leurs UPI et surtout sur les conditions de vie de leurs ménages
Recommandations	Chacun des indicateurs de pauvreté devra être suivi dans le cadre de l'évaluation d'impacts du projet PAJE. L'application future des méthodes d'évaluation permettra de juger de la pertinence ou non du projet du point de vue de son apport à l'amélioration du bien-être des jeunes et de leurs ménages

👉 Enquête de satisfaction des clientes auprès des prestataires de service PF dans les CSCOM de Bamako

PSI Enquête de satisfaction des clientes PF



Une fois rempli, le questionnaire permet de mesurer, après saisie et traitement des données:

- les caractéristiques sociodémographiques des clientes
- les méthodes contraceptives utilisées durant les trois mois avant l'insertion du DIU/Implant
- les visites de suivi
- la satisfaction des clientes
- la qualité de la vie des clientes et la contraception
- les chances d'augmentation de l'accès aux méthodes contraceptives grâce aux clientes.

Problématique	Pour mieux comprendre et répondre aux attentes des femmes en âge de procréer en leur assurant un accès aux services de contraception, à des coûts abordables et dans les meilleures conditions d'hygiène et de santé, il faut justement mesurer la satisfaction des utilisatrices de ces services pour une meilleure orientation de l'aide offerte aux structures de santé dont des CSCOM de Bamako
Pertinence politique	L'amélioration durable de la santé maternelle et infantile exige la levée de tous les défis liés au recours aux méthodes modernes de planification familiale y compris les méthodes de longue durée (MLD)
Revue de la littérature	✓ Documents de projet ✓ Rapports d'études antérieures sur des sujets semblables
Méthodologie	L'étude en question est une enquête quantitative de type "Satisfaction du client" portant sur les clientes de 30 CSCOM de Bamako affiliés à PSI/Mali qui ont reçu une insertion MLD dans les 90 jours précédant l'enquête. Un échantillon aléatoire de 293 femmes a été constitué sur le terrain pour l'interview à l'aide d'un questionnaire. Le tirage de l'échantillon et l'interview ont lieu en même temps pendant les jours de sensibilisation (vaccination suivie de causeries) du prestataire afin d'avoir dans les CSCOM les femmes éligibles.
Données utilisées	Les données primaires collectées auprès des 293 clientes de 30 CSCOM de Bamako

Principaux résultats	✓ Interrogées sur leur pratique pour retarder ou éviter les grossesses trois (3) mois avant l'insertion du DIU/Implant, 40% des clientes déclarent suivre une quelconque méthode contraceptive à cet effet ✓ Les principales méthodes contraceptives utilisées les 3 derniers mois avant l'insertion du DIU/Implant restent l'injectable (16%), la pilule (15%) et l'abstinence (6%), ces trois méthodes totalisant 8 cas sur 10 des recours aux 8 méthodes retenues
Recommandations	La principale raison évoquée quant à la faible pratique des méthodes contraceptives DIU/implant reste les coûts jugés très élevés des prestations qui peuvent varier de 3'000 à 6'000 fcfa. Selon une des sages-femmes des CSCOM rencontrées, les 2 000 fcfa fixés par PSI/Mali ne couvrent pas tous les frais d'une insertion. Il faut donc approfondir la réflexion sur cette question de coût

☞ **Projet régional de recherche-action sur la taxation des produits de tabac en Afrique de l'ouest – Etat des lieux**



L'étude sur la fiscalité du tabac au Mali est la composante nationale du projet régional CRES dont le but est de promouvoir la hausse des taxes sur le tabac afin d'en décourager la consommation. Il s'est agi de:

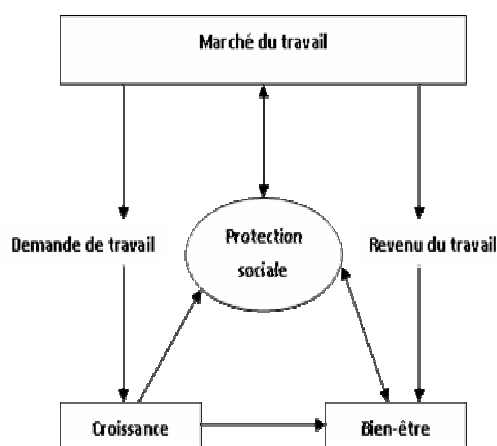
- décrire la situation socio-économique du pays, l'environnement légal et réglementaire par rapport à l'industrie du tabac et par rapport à la consommation des produits du tabac
- présenter la fiscalité en rapport avec les produits du tabac
- identifier les aspects pertinents de la lutte contre le tabagisme
- servir de base pour suivre et évaluer les effets des changements futurs dans les politiques fiscales sur le tabac.

Problématique	Au Mali, il existe un fort déficit en matière de données statistiques et d'évidences empiriques pertinentes sur la problématique des produits du tabac. Ce déficit est préjudiciable à une bonne analyse de la situation réelle du tabagisme et rend difficile toute formulation et mise en œuvre de politiques fiscales pour lutter contre ce fléau. Malgré tout, il est possible d'estimer le poids économique du tabac, son impact fiscal et les conséquences de sa consommation sur les ménages
Pertinence politique	Le présent rapport est la contribution du Mali à la production du profil régional en matière de fiscalité sur les produits du tabac, à l'initiative de la CEDEAO et des ses partenaires dont le CRES et le CRDI
Revue de la littérature	Au Mali, la littérature sur l'efficacité des instruments fiscaux est inexistante. Néanmoins, au niveau international, des études ont établi des liens entre l'augmentation des taxes sur les produits du tabac et les recettes fiscales. Ces études révèlent que l'augmentation des taxes sur les cigarettes entraîne un accroissement des recettes fiscales totales, mais aussi de la contrebande des produits du tabac. En outre, l'intensification de la contrebande de produits du tabac entraîne une baisse des recettes fiscales due à l'évasion fiscale
Méthodologie	Pour mener à bien cette étude, il a été procédé à une large revue documentaire sur les différents aspects liés à la fiscalité du tabac, dans un premier temps. Ensuite, le traitement des données d'enquêtes légères intégrées auprès des ménages (2006, 2010) a permis d'estimer les dépenses de tabac et leur évolution entre 2006 et 2010. Enfin, ce rapport est rédigé selon la grille de collecte fournie par le CRES à l'équipe-pays.
Données utilisées	✓ ELIM 2006 et 2010 ✓ Statistiques douanières ✓ Production industrie du tabac ✓ Données des impôts

Principaux résultats	✓ Le revenu par tête a augmenté de 3% par an contre une hausse des prix des produits alcoolisés et tabac de 2%. Mieux, l'augmentation du revenu par tête des ménages de fumeurs a été encore plus importante (12%) donc beaucoup plus rapide que le prix des produits du tabac. Il en résulte une hausse du pouvoir des ménages et surtout des ménages fumeurs, contribuant fortement à la hausse de la consommation de tabac ✓ Rapportés aux importations, les taux d'imposition réels sur les cigarettes et autres produits du tabac ont varié entre 61% et 79 ✓ La législation fiscale en vigueur au Mali n'est pas conforme aux prescriptions de la norme communautaire, précisément la directive n°03/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant modification de la directive n°03/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 pour ce qui est du prélèvement de l'ISCP sur les tabacs. En effet, la législation communautaire de l'UEMOA indique de choisir un seul taux compris entre 15 et 45% pour les tabacs de toute marque. Curieusement, le décret n°05-036/P-RM du 27 janvier 2005 prévoit trois taux : 15, 20 et 25%, selon les gammes de cigarettes
Recommandations	✓ Augmentation de la fiscalité dans les limites de la directive N°03/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de droits d'accises avec des mesures d'accompagnement (par exemple l'information et la sensibilisation aux dangers du tabagisme) ✓ Application de la Loi N°10-033 du 12 juillet 2010 relative à la commercialisation et à la consommation du tabac et des produits du tabac dans toutes ses dispositions ✓ transcription de l'interdiction de fumer dans les lieux publics ✓ Enquête nationale sur les autres formes de consommation du tabac autres que la cigarette ✓ Appui à la lutte contre le tabagisme, par exemple en renforçant les organes de contrôle et les organisations de la société civile travaillant dans ce domaine

1.3. Pauvreté

☞ L'accès des actifs occupés à la protection sociale au Mali

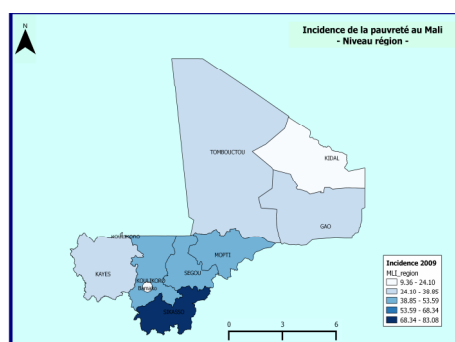


La politique de protection sociale peut avoir des interrelations avec d'autres aspects de la vie socioéconomique d'un pays. Les avantages accordés par la protection sociale peuvent influencer sur le comportement d'offre de travail qui, à son tour, a un lien avec d'une part la croissance économique et d'autre part la réduction des inégalités et le bien-être. Le lien avec la croissance passe par la détermination de la quantité et de la nature du facteur travail offert sur le marché de travail par les actifs. Concernant l'aspect réduction des inégalités, la protection sociale

y contribue en garantissant un minimum de revenus et de bien-être aux plus démunis, à travers les diverses formes d'assistance sociale, et aux groupes sociaux défavorisés à travers des mesures de discrimination positive.

Problématique	✓ La question de la protection sociale est désormais dans l'agenda international du fait de la Banque mondiale et de l'Organisation internationale du travail (OIT) et à la faveur d'événements tels que le Sommet mondial de Copenhague(1995) sur le développement social et la crise financière asiatique de 1997. En la matière, la situation de l'Afrique de l'Ouest et du centre est l'une des plus critiques avec la coexistence de besoins importants avec des systèmes de protection sociale faibles. Malgré les efforts consentis par ces Etats, les perspectives d'amélioration de la situation sont rendues difficiles par des risques multiformes (catastrophes naturelles, chocs économiques, etc.), la faiblesse de l'offre de services sociaux de base et la mauvaise gouvernance ✓ Au Mali comme dans beaucoup de ces pays, le système de protection sociale existant, calqué sur le modèle occidental, semble exclure une frange importante des actifs occupés. Dans ce contexte, cette étude cherche à pallier l'absence d'analyse plus ou moins détaillée de l'accès des actifs occupés à la protection sociale au Mali, en attendant les effets de la mise en œuvre du Plan national 2004-2009 d'extension de la protection sociale. Elle fait un état des lieux de l'accès à la protection sociale. Qui en sont les bénéficiaires et dans quelle proportion ? Les personnes non protégées sont-elles majoritairement des groupes défavorisés du marché de travail (les femmes et les pauvres)
Pertinence politique	La lutte contre la pauvreté est l'un des axes prioritaires des politiques de développement au Mali notamment à travers la mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. La protection sociale participe de cette lutte et contribue à réduire les inégalités. Après la déclaration de politique nationale de protection sociale, le gouvernement a adopté le Plan national 2004-2009 d'extension de la protection sociale visant à élargir la couverture sanitaire. La protection sociale fait donc l'objet d'un intérêt grandissant des autorités publiques. L'analyse de l'accès à la protection sociale aiderait à mieux orienter les décisions de politique en matière de protection sociale
Revue de la littérature	✓ <i>Paolo Brunori, Marie O'Reilly</i> (2010): Social protection for development: a review of definitions, European report on development ✓ <i>GREAT, CRES, IREEP</i> (2011) : Protection sociale, inclusion et marché de travail, projet de recherche conjoint ✓ <i>République du Mali</i> (2004): Plan d'action national d'extension de la protection sociale au Mali 2005 – 2009, adopté en Conseil des ministres le 17 novembre 2004
Méthodologie	✓ Revue documentaire et Analyse statistique
Données utilisées	✓ Données d'enquêtes EPAM 2010
Principaux résultats	✓ 5% des actifs occupés ont accès à la protection sociale ✓ les travailleurs favorisés sont: les cadres supérieurs, les cadres moyens, les travailleurs des niveaux d'éducation supérieur et secondaire, les travailleurs des organismes avec un syndicat ou un comité d'entreprise et les travailleurs en milieu et fin de carrière (25-39 ans et 40-64 ans) ✓ les travailleurs défavorisés sont: les manœuvres, les ouvriers, les aides familiales, les travailleurs les moins éduqués, les travailleurs en début de carrière (15-24 ans), les travailleurs sans représentation, et les travailleurs informels et ruraux ✓ pas de différence importante entre femmes et hommes en termes de proportion de protégés
Recommandations	La représentation des travailleurs, la formation et l'introduction de mécanismes adaptés aux secteurs informel et rural sont des pistes à explorer en vue de l'amélioration de l'accès à la protection sociale

📍 Cartes de pauvreté du Mali (RGPH 2009 et ELIM 2010)



Les cartes de pauvreté ont pour objectif fondamental de fournir une description détaillée de la distribution de la pauvreté non pas sur un échantillon d'individus mais sur l'ensemble de la population telle que dénombrée au sortir d'une opération exhaustive de recensement. Elles sont très utiles à l'analyse et au suivi de la pauvreté, au ciblage des pauvres et à la prise de décision en matière de lutte contre la pauvreté à l'échelle de tout le pays et dans toutes ses subdivisions administratives.

Problématique	Les données d'enquêtes ne sont pas suffisamment désagrégées au plan spatial et les données de recensements qui le sont ne couvrent pas le revenu ou les dépenses des ménages, les deux principaux indicateurs de niveau de vie. L'analyse de pauvreté classique sur les données d'enquêtes fournit les indicateurs FGT classiques de pauvreté mais à cause de leurs tailles, les échantillons d'enquêtes ne permettent pas d'extrapoler les résultats et d'estimer les mesures relatives à des niveaux de désagrégation spatiale précis, ce que permettent les recensements. Les cartes de pauvreté essaient justement de combiner ces deux sources de données pour estimer et non calculer avec précision des indicateurs de pauvreté et/ou d'inégalité, estimations relatives à des petits espaces ou à des sous-groupes d'intérêt
Pertinence politique	✓ Les cartes de pauvreté permettent la description de la répartition spatiale de la pauvreté de la façon la plus détaillée possible. Ceci offre l'avantage de pouvoir mieux cibler les politiques de lutte contre la pauvreté et l'inégalité et donc de mieux planifier les investissements publics ✓ Les cartes de pauvreté, superposées avec d'autres cartes peuvent aider à s'apercevoir de certaines explications de la pauvreté spatiale e.g. la pauvreté dans les zones difficiles d'accès. La combinaison des cartes de pauvreté avec les cartes agricoles, scolaires ou IPC pourrait aider à bien distinguer l'accessibilité monétaire de l'accessibilité physique des infrastructures et équipements de base. De telles combinaisons permettent de mieux comprendre les déterminants de la pauvreté et d'indiquer des axes stratégiques dans la lutte contre la pauvreté, comme l'investissement dans les infrastructures routières ou éducatives, etc., plutôt que la seule lutte contre la pauvreté monétaire
Revue de la littérature	✓ <i>Haut commissariat au plan du Royaume du Maroc</i> (2004): Carte de la pauvreté communale – Recensement général de la population et de l'habitat 1994, Enquête nationale sur le niveau de vie des ménages 1998/99, juin ✓ <i>J. Hentschel, J.O. Lanjouw, P. Lanjouw J. Poggi</i> (2000): La combinaison de données de recensement et de données d'enquête pour l'étude des dimensions spatiales de la pauvreté, World Bank economic review
Méthodologie	✓ Modèle économétrique pour estimer le niveau du revenu moyen par habitant ✓ Analyse de pauvreté sur le revenu moyen par habitant estimé ✓ Elaboration de carte de pauvreté avec les indicateurs FGT sur le logiciel QGIS ✓ Comparaison des indicateurs FGT sur données RGPH 2009 avec ceux sur données ELIM 2010, pour d'éventuelles différences de niveaux
Données utilisées	✓ Données ELIM 2010 ✓ Données RGPH 2009
Principaux résultats	✓ Carte du Mali de l'incidence de la pauvreté par commune ✓ Carte du Mali de l'incidence de la pauvreté par région ✓ Carte du Mali de la profondeur de la pauvreté par commune ✓ Carte du Mali de la profondeur de la pauvreté par région ✓ Carte du Mali de la sévérité de la pauvreté par commune ✓ Carte du Mali de la sévérité de la pauvreté par région
Recommandations	L'élaboration de cartes de pauvreté devrait être régulière. Les autorités devraient commanditer la réalisation de cartes de pauvreté chaque fois que de nouvelles données d'enquêtes et de recensement sont disponibles

1.4. Financement de l'économie

☞ Les déterminants des taux débiteurs des banques au Mali

Les facteurs explicatifs des taux d'intérêt débiteurs sont à la fois les fondamentaux de l'économie, à savoir le rendement du capital des entreprises, les risques associés aux portefeuilles, les incertitudes liées à l'inflation, les indicateurs de l'équilibre épargne-investissement dans le futur, et les décisions de politique monétaire ainsi que les chocs associés à l'offre et à la demande de crédit. Aussi, la présente étude se fixe-t-elle comme objectifs (i) d'identifier les déterminants microéconomiques des taux débiteurs des banques et (ii) de mettre en évidence les facteurs macroéconomiques pouvant expliquer la dynamique de long terme des taux débiteurs.

Problématique	Il est généralement admis que le financement de l'activité économique est la condition de durabilité de la croissance économique et partant un préalable au développement. Toutefois, un tel financement de l'économie nationale rencontre un certain nombre d'obstacles qui en limitent le volume et la structure. Au titre de ces obstacles figurent les taux débiteurs des banques pour le financement de l'investissement, surtout celui en faveur des petites et moyennes entreprises. Aussi, importe-t-il de comprendre les facteurs explicatifs de ces taux débiteurs
Pertinence politique	Contribution à la réduction des taux débiteurs dans les pays de l'UEMOA
Revue de la littérature	✓ <i>Antony Sanders, Liliana Schumacher</i> (1997) The determinants of bank interest rate margins: an international study, Sterne school of business NYU Working paper, September ✓ <i>Demirgiuc-Kunt Asli, Huizinga Harry</i> (1999): Determinants of Commercial Bank Interest Margins and Profitability: Some International Evidence, The World Bank Economic Review, vol. 13, n°. 2: 379-408 ✓ <i>Gambacorta Leonardo</i> (2004): How do banks set interest rates?, NBER Working papers series n°10295, National bureau of economic research, Massachusetts Avenue Cambridge, MA 02138, February ✓ <i>Jeddy Raphaël</i> (2008) : Analyse des déterminants de la transmission des taux directeurs sur les taux bancaires en Europe, juin
Méthodologie	✓ Description et analyse du contexte économique et financier du pays ✓ Modèle à correction d'erreur régressant le taux débiteur des banques sur ses principaux déterminants économiques et financiers
Données utilisées	✓ Données secondaires BCEAO sur les variables financières ✓ Données secondaires INSTAT sur les variables macroéconomiques ✓ Données microéconomiques d'enquêtes auprès des banques
Principaux résultats	✓ A court terme, pas de lien significatif des taux débiteurs des banques avec ses déterminants retenus dans le modèle ✓ A long terme, il y a un lien (i) positif significatif entre les taux débiteurs et les agios payés par les banques, (ii) négatif significatif entre les taux débiteurs et l'indice harmonisé des prix à la consommation, les réserves des banques et le ratio capital/actifs, et (iii) non significatif entre les taux débiteurs des banques et les taux de prise en pension de la BECEAO
Recommandations	Il faut utiliser des séries plus longues pour approfondir l'analyse des liens paradoxaux (non conformes aux prédictions théoriques) que montrent l'indice des prix et les réserves obligatoires avec les taux débiteurs

1.5. Offres diverses d'études et de recherche

Evaluation d'impacts du projet Nyeleni de CARE

Partenaire	CARE
Contexte	Le projet quinquennal Nyeleni s'inspire des rôles vitaux que les femmes jouent dans la petite agriculture pour répondre aux besoins économiques et nutritionnels de leurs ménages et de leurs communautés. Selon les TDR, l'objectif du projet Nyeleni est d'augmenter la productivité et l'autonomie des femmes agricultrices pauvres dans le cadre d'une agriculture plus équitable. Le projet est mis en œuvre dans les cercles de Ségou, Niono, Macina, Mopti, Djenné, Tenenkou et Bandiagara et cible 23'700 femmes pauvres
Questions de recherche	Quel est le niveau des indicateurs relatifs aux conditions économiques et nutritionnelles des femmes et de leurs ménages et quels sont les impacts et résultats du projet, une fois mis en œuvre, sur ces indicateurs notamment dans les domaines des relations de pouvoir, de l'équité et de l'autonomisation des femmes
Méthodologie	La méthodologie générale est celle des études d'évaluation d'impacts dont les données et les techniques de leur traitement proviennent des documents de projet, des outils existants et relatifs à l'enquête de base, de la revue de la littérature et des travaux sur le terrain
Résultats attendus	Pour la composante quantitative: ✓ une base de données d'enquête sous forme électronique ✓ un rapport de terrain décrivant le déroulement de l'enquête ✓ un rapport d'analyse préliminaire sur la base du traitement des données d'enquête relativement aux indicateurs retenus En ce qui concerne la composante qualitative: ✓ des matrices complètes d'information des groupes de discussion de femmes ✓ des notes d'observations et de constatations des entreprises ✓ des notes d'entrevue avec les informateurs clés ✓ un rapport d'analyse préliminaire sur l'ensemble des données d'enquête qualitative

Evaluation du volet IST/VIH/Sida du programme santé/USAID Keneya CIWARA II

Partenaire	CARE
Contexte	S'inscrivant dans la contribution aux efforts du ministère de la santé du Mali pour améliorer la qualité et l'accès aux services de santé, le Programme Santé USAID / Keneya Ciwara II est mis en œuvre sur la période 2008-2013. Il prolonge la phase I mise en œuvre entre 2003 et 2008, phase qui aura permis d'accroître l'accès et l'utilisation des services de santé, d'améliorer les comportements sanitaires des ménages ainsi que la qualité des services fournis
Questions de recherche	Comme stipulé dans les termes de référence, l'objectif global de la présente étude est de faire le bilan des résultats atteints à travers les actions menées par le Volet et de faire le point de l'exécution des activités menées en dégageant les atouts et les contraintes, à travers une analyse de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et des effets induits du programme
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, deux grands types d'activités sont retenus. Le premier consiste en une enquête quantitative et qualitative en vue de recueillir les données nécessaires à l'évaluation de l'atteinte des objectifs du programme. Le second porte sur l'analyse des documents du programme pour comparer les réalisations d'avec les prévisions aussi bien en matière technique que financière en vue de faire des propositions d'amélioration de la gestion d'ensemble du programme
Résultats attendus	Il est attendu de GREAT: ✓ la mesure des connaissances, attitudes et pratiques (CAP) des groupes cibles prioritaires ✓ la constitution d'une base de données collectées sur le terrain ✓ l'analyse des données et résultats d'enquêtes (quantitative et qualitative) ✓ la tenue d'un atelier de restitution des résultats d'enquête ✓ la production d'un rapport d'évaluation

☞ **Evaluation à mi-parcours du programme de réponse humanitaire et renforcement de la résilience des enfants touchés par la crise alimentaire à Diéma**

Partenaire	SAVE the Children
Contexte	La faible production cumulée à la hausse des prix des céréales sur les marchés de Kayes ont affecté négativement les populations de cette région. Cette situation a entraîné la vente de bétail. En outre, les agents de santé de la région ne disposent pas de suffisamment de compétences pour prendre en charge les malnutris, en particulier les enfants. En réponse à ces préoccupations de famine et de malnutrition, Save the Children a initié un Programme de 12 mois dénommé "Programme de réponse humanitaire et renforcement de la résilience des enfants touchés par la crise alimentaire à Kayes" financé par USAID/OFDA. Ce programme comprend deux composantes à savoir, une composante sécurité alimentaire et moyens de subsistance et une composante nutrition
Questions de recherche	✓ Quelle est la pertinence des activités réalisées pour le bien-être des enfants les plus vulnérables ✓ Quels sont les facteurs favorisant ou entravant la réalisation des résultats escomptés ✓ Quelles sont les forces et faiblesses, les contraintes et opportunités, aux niveaux des services de l'Etat, de Save the Children ainsi que des communautés, dans la mise en œuvre du Programme
Méthodologie	Il s'agira de mener une enquête auprès d'un échantillon représentatif des bénéficiaires des volets FSL et nutrition, des membres des communautés, des agents de l'Etat et de Save the Children dans le cercle de Diéma dans la région de Kayes
Résultats attendus	Il est attendu de l'évaluation: ✓ la vérification et l'analyse de la pertinence des outils et des approches utilisés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme ✓ la vérification de la pertinence des actions de promotion et de protection de l'ANJE pratiquées par les agents de santé dans les CSCOM et les CSREF ✓ l'établissement des forces et faiblesses, des contraintes et opportunités dans la mise en œuvre du Programme dans l'avenir, surtout du point de vue des bénéficiaires ✓ la formulation de recommandations pertinentes en vue d'améliorer et/ou augmenter les résultats et l'impact des activités du Programme

☞ **Etude Ecoloc Bougouni et actualisation diagnostic Koutiala**

Partenaire	Bureau de la Coopération suisse de Bamako
Contexte	L'évaluation de l'appui de la coopération suisse à Koutiala a recommandé de s'appuyer sur la méthodologie ÉCOLOC appliquée dans cette ville pour systématiser les appuis futurs dans les zones d'intervention de la Suisse dans le cadre de la Stratégie de la Coopération Suisse (SCS 2012-2015). A cet effet, il a été procédé à la relecture de la démarche ÉCOLOC en vue de sa simplification pour faciliter sa mise en œuvre à plus grande échelle
Questions de recherche	La consultation vise, pour les ville-pôles, à: ✓ établir le profil de l'économie locale ou rapport de diagnostic de la situation politique, économique et sociale ✓ accompagner les parties prenantes dans l'appropriation de la démarche ÉCOLOC dans un cadre de collaboration entre acteurs publics et privés
Méthodologie	La démarche ÉCOLOC est un processus participatif en 3 phases successives que sont le diagnostic, le dialogue et la mise en œuvre du PPDEL. La présente consultation s'intéresse aux deux premières phases du processus
Résultats attendus	Durant toute l'intervention, il sera fourni: ✓ une note analytique trimestrielle sur l'atteinte des résultats et les leçons apprises ✓ un rapport diagnostic de la situation politique, économique et sociale ou Profil de l'économie locale des ville-pôles et de leurs hinterlands

Evaluation croisée des CSCOM du cercle de Koutiala

Partenaire	 TRANSPARENCY+ ACCOUNTABILITY PROGRAM TAP (Transparency and Accountability Program)
Contexte	Pour plusieurs raisons, les populations sont privées de l'accès aux services de santé. Les études qualitatives sur la fréquentation des centres de santé au Mali indiquent que le taux ne dépasse guère les 30% malgré les efforts de ces dernières années d'accroître l'offre des services de santé et d'en donner une meilleure répartition spatiale. La dichotomie entre l'accroissement des centres de santé et la faiblesse de l'accès auxdits centres, en plus d'un relatif accroissement de la qualité des soins et services et de la participation communautaire avec une certaine intégration des services spécialisés dans les services de santé de base, compromet l'atteinte des OMD liés à la santé
Questions de recherche	Liés au contexte, les questions de recherche suivantes ont été formulées : ✓ comment est organisé l'accès aux services de santé dans les communes cibles ✓ quels sont les acteurs du secteur de la santé au niveau communal? ont-ils une influence sur les politiques d'approvisionnement en médicaments et leur mise en œuvre ? ✓ quels sont les groupes les plus vulnérables par rapport aux services de santé ✓ quels sont les facteurs pouvant expliquer la sous-fréquentation des services
Méthodologie	Deux méthodes complémentaires: ✓ analyse documentaire notamment les arrêtés ministériels de création et de gestion des CSCOM ✓ élaboration d'un indice composite de bien-être des communes basé sur l'accès des populations aux infrastructures de base e.g. éducation, santé, électricité, etc.
Résultats attendus	Il s'agit, pour la communauté de : ✓ faire l'état des lieux de l'accès aux services des CSCOM du cercle de Koutiala ✓ faire un répertoire des différents acteurs ✓ identifier les rôles et responsabilités des différents acteurs de la chaîne ✓ analyser les forces et faiblesses du dispositif actuel d'approvisionnement en médicaments ✓ identifier et analyser les causes de la sous-fréquentation des services des CSCOM ✓ proposer des recommandations permettant d'améliorer l'accès des pauvres au service des CSCOM

Financement de l'innovation – Quels mécanismes pour une Afrique innovante

Partenaire	ACET
Contexte	Parmi les facteurs déterminants du développement, il se dégage, de nos jours, un certain consensus autour du rôle important joué par le savoir et l'innovation. Une simple observation de la situation des nations dites émergentes permet de s'en convaincre, d'où le besoin de la réflexion sur la question en faveur du développement de l'Afrique
Questions de recherche	Les pays africains qui aspirent à l'émergence se devront de mettre l'accent sur la production et l'accès du plus grand nombre au savoir. Quels seraient les mécanismes les plus adaptés pour susciter l'innovation et la production du savoir et du savoir-faire par des acteurs privés
Méthodologie	Une étude de cas (Mali) permettrait de mieux comprendre les déterminants de l'innovation et de la production du savoir et du savoir-faire
Résultats attendus	Pour l'efficacité économique, les structures porteuses d'innovation devraient bénéficier de plus de financement public afin d'éviter un sous-investissement dans ce bien producteur d'externalités positives. Cependant, il est possible que le financement public, s'il n'est pas adéquatement mis en œuvre, soit contreproductif en matière d'innovation. Une analyse minutieuse de la situation est alors nécessaire avant toute décision

☞ Etude sur le repositionnement et la création d'une nouvelle marque de préservatif masculin chez les hommes et femmes âgés de 18-35 ans au Mali

Partenaire	PSI/Mali
Contexte	L'étude part du constat du faible niveau d'utilisation du préservatif en général et du préservatif de marketing social en particulier. Cela ressort de l'EDS 2006 ainsi que de l'enquête TRaC 2011 de PSI. Le faible taux d'utilisation des préservatifs ne serait pas un problème s'il n'était corrélé à un fort taux de prévalence du VIH/Sida et des IST. L'utilisation du préservatif est déterminée par un ensemble de facteurs dont l'information, la perception du risque lié aux comportements non sécuritaires lors des relations sexuelles, l'attrait du produit, la capacité des partenaires à se convaincre mutuellement de son utilisation et un ensemble de normes subjectives. Il y a lieu d'agir sur ces facteurs en vue d'améliorer l'utilisation du préservatif lors des rapports sexuels à risque. D'où la présente étude qui ambitionne d'y contribuer
Questions de recherche	La consultation ambitionne de: ✓ comprendre les raisons d'utilisation du condom et les barrières à son achat ✓ découvrir les stratégies développées par les jeunes pour se le procurer ✓ identifier les lieux préférés d'achat ainsi que les sources d'information et les préférences publicitaires ✓ mesurer les connaissances des uns et des autres sur le produit ✓ établir les motivations personnelles de recours au produit ainsi que les perceptions en matière de qualité et de prix ✓ déceler les types de condom préféré en termes de niveau de lubrification, de parfum, de marque, de nombre par paquet, de design (couleur, forme de l'emballage, logo, message et autres), etc.
Méthodologie	Il sera procédé à un échantillonnage raisonné basé sur les jeunes de 18-24 ans et les adultes de 25-35 ans des deux sexes dans les villes de Bamako, Sikasso et Ouélessébougou (dans la région de Koulikoro, cercle de Kati). Cette population cible sera sélectionnée dans des lieux fréquentés comme les bars, les cybercafés, les campus universitaires, les bibliothèques, les stations de service d'essence, les gares routières, les alentours des bureaux d'entreprises publiques et privées, les grins, etc.
Résultats attendus	Les résultats attendus autant pour mener l'étude que pour en rendre compte sont: ✓ l'élaboration de guides d'entretien qualitatif en vue de la collecte des données ✓ la transcription des données collectées lors des ateliers d'entretiens qualitatifs avec les hommes et femmes sélectionnés selon des critères précis ✓ la saisie des notes prises lors des ateliers ✓ la synthèse des transcriptions et des notes ✓ le rapport général d'étude

☞ Etude TRaC sur les soins de base aux personnes âgées de 15-49 ans vivant avec le VIH/Sida

Partenaire	PSI/Mali
Contexte	Au Mali, la prévalence du VIH dans la population générale est estimée à 1.3% (EDSM 2006), soit 1.6% en milieu urbain et 0.9% en milieu rural. En ce qui concerne les régions, on constate que c'est parmi les femmes de Ségou (1.7%), de Mopti (1.9%) et de Bamako (2.3%) que le taux de séroprévalence est le plus élevé
Questions de recherche	Sur les PVVIH (hommes et femmes) âgées de 15-49 ans sélectionnées pour l'analyse de la situation de départ, la consultation établira la fréquence des variables relatives (i) au conseil, dépistage volontaire et soutien psychologique, (ii) à la prise en charge médico-clinique, (iii) aux Soins à base communautaire et à domicile et (iv) au soutien social
Méthodologie	La méthodologie d'analyse des données est celle de l'analyse factorielle sur chacun des différents aspects de l'étude d'évaluation, à savoir la capacité, le comportement, la motivation et l'opportunité
Résultats attendus	Le rapport établira: ✓ les caractéristiques sociodémographiques des répondants ✓ les attitudes de comportement et de risque ✓ les attitudes de motivation ✓ les éléments d'opportunités ✓ les aspects de capacités

☞ Accès aux systèmes de santé, inclusion et équité au Mali – Note conceptuelle

Partenaire	CRDI – Initiative ouest africaine de renforcement des capacités au moyen de la recherche sur les systèmes de santé
Contexte	De nos jours, l'accès aux systèmes de santé demeure une préoccupation majeure surtout dans un contexte de pauvreté et de persistance des inégalités sociales comme c'est le cas au Mali. Les indicateurs de santé restent très faibles pour la mère et l'enfant, e.g. 96‰ de taux de mortalité infantile, 191‰ de mortalité maternelle, 464 décès pour 100 000 naissances vivantes (EDS 2006). La mise en œuvre de la stratégie mondiale pour la santé de l'enfant et de la femme de 2010 devra aider à rehausser de tels indicateurs
Questions de recherche	Il s'agit ici d'identifier et d'analyser les déterminants de l'accès aux systèmes de santé d'une part et d'autre part d'explorer les voies et moyens d'étendre cet accès aux pauvres et autres couches vulnérables (femmes et enfants) et d'en réduire les inégalités.
Méthodologie	Il est proposé une analyse multivariée utilisant soit: ✓ la régression multiple, avec une distribution normale des variables et l'homogénéité des variances ✓ l'analyse de fréquences multivariées, pour des variables discrètes ✓ l'analyse discriminante, pour distinguer 2 ou plusieurs groupes sur la base d'un ensemble de variables avec des variables explicatives soumises à des conditions de normalité ✓ la régression Logit ou Probit ✓ la méthode d'appariement par probabilité prédite (Propensity score matching – PSM), permettant de mesurer l'effectivité d'une politique donnée et pas seulement de mesurer le comportement des usagers des services de santé
Résultats attendus	Il est attendu de cette étude: ✓ un renforcement de capacités de recherche de l'équipe ✓ une description des caractéristiques socio-économiques des ménages et leur comportement face à la maladie ✓ une identification des facteurs qui déterminent l'utilisation ou non des services de santé ✓ une évaluation des dépenses des ménages pour la santé de leurs membres et la répartition de ces dépenses par sexe ✓ l'influence des politiques de santé selon les résultats de la recherche en termes d'allocation budgétaire et de solutions novatrices pour l'accès des plus démunis aux soins ✓ une formulation de politique d'accès inclusif et équitable aux systèmes de santé

☞ Impacts de la crise sociopolitique sur le marché du travail

Partenaire	PEP – PAGE (Policy analysis on growth and employment)
Contexte	Depuis 2006, le Mali est confronté à des crises sécuritaire et identitaire récurrentes, source d'instabilité politique. Cette instabilité se manifeste sous forme de rébellion, de coup d'état et de mouvements de révolte populaires. Elle a pour conséquences le déplacement des populations, l'arrêt de bien de projets de développement, la dégradation du climat des affaires et par finir une certaine crise économique marquée par la fermeture d'entreprises et le retrait de nombreux investisseurs
Questions de recherche	Quel est l'impact réel de la crise sociopolitique sur la croissance, sur la production nationale et surtout sur l'emploi et sur le bien-être des populations
Méthodologie	L'analyse des impacts de la crise sociopolitique sur l'économie nationale se fait par modélisation en équilibre général calculable, aux travers de nombreuses étapes et en s'appuyant autant sur des données macroéconomiques que microéconomiques ainsi que sur des statistiques internationales
Résultats attendus	Le modèle ECG construit captera les impacts sur la production, la consommation, les prix des biens et des facteurs dans une économie où les agents adoptent le comportement de maximisation de profit et de bien-être. Ces impacts seront autant mesurés sur les secteurs d'activité que sur les ménages à travers les types de ménages représentatifs de la MCS. Ils intègrent les réponses politiques autant au plan international que national, lesquelles réponses rajoutent (en plus ou en moins) aux impacts intrinsèques de la crise sociopolitique

Approche institutionnelle de la protection sociale dans le secteur informel

Partenaire	PEP – PAGE (Policy analysis on growth and employment)
Contexte	L'Etat et les partenaires dont l'OIT et la Banque mondiale sont préoccupés par l'extension de la protection sociale hors du seul secteur formel moderne et de l'administration publique. Dans ce cadre, le Mali a élaboré une nouvelle politique de protection sociale qui ambitionne de fournir à de plus larges couches de la société les plus vulnérables à la maladie et à l'incapacité de faire face aux frais de soins curatifs. La réflexion est toujours en cours pour voir comment s'y prendre pour intégrer les populations vulnérables. Dans ce cadre, il importe de réfléchir au cas spécifique des travailleurs du secteur informel qui certes développent des mécanismes de solidarité mais n'atteignent pas le stade de mécanisme propre de protection sociale qui les mettrait à l'abri de l'incapacité de prévenir les maladies et de se faire soigner lorsque celles-ci surviennent
Questions de recherche	Les principales questions de recherche sont: ✓ quel système de protection sociale pour le secteur informel, l'extension de l'existant ou l'exploration de nouveaux mécanismes basés sur les pratiques existantes dans ledit secteur ✓ selon le mécanisme retenu, quels seraient la place et le rôle des différents acteurs tels que le marché, l'Etat, les agents mêmes du secteur informel et leurs organisations faîtières
Méthodologie	La méthodologie générale est celle d'une étude de cas, portant aussi bien sur les connaissances des secteurs d'activités et les formes d'entraide existantes au sein des travailleurs informels que des perspectives de formalisation des mécanismes de protection sociale d'un échantillon représentatif de la ville de Koulikoro, ville ouvrière par excellence mais qui a vu la fermeture récente de la plus grande usine (Huilerie cotonnière du Mali)
Résultats attendus	L'approche institutionnelle de la protection sociale permettra d'examiner les mécanismes d'entraide existants dans le secteur informel en vue de proposer une politique nationale. Sa connaissance aidera à orienter les interventions publiques en faveur de ce secteur

2. Enquêtes



Quel que soit le type d'enquête, le Rapport renseigne l'objet, les domaines d'investigation, le partenaire de recherche, la période d'enquête, l'échantillon et les principales activités à GREAT assignées.

👉 Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité globale

Objet	Rapport sur la compétitivité globale des entreprises 2012-2013 de World Economic Forum
Domaine d'investigation	✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Perception globale et sur la gouvernance ✓ Infrastructures ✓ Innovation et technologie ✓ Environnement financier ✓ Concurrence sur le marché domestique ✓ Education et capital humain ✓ Corruption, éthique et responsabilité sociale ✓ Environnement ✓ Etc.
Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	Février – avril 2012
Echantillon	114 entreprises
Principales activités	✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

👉 Enquête Afrobaromètre

Objet	Sondage d'opinion des maliens âgés de 18 ans et plus
Domaine d'investigation	✓ Démocratie ✓ Gouvernance ✓ Réformes économiques
Partenaire	Afrobaromètre
Durée	2 mois
Période	Novembre - décembre 2012
Echantillon	1'200
Principales activités	✓ Adaptation du questionnaire ✓ Formation des enquêteurs ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain

☞ **Analyse des effets des interventions en formation professionnelle de PAJE/NIETA sur les jeunes, leur environnement et les communautés bénéficiaires – Etude sur la situation de départ**

Objet	L'objectif général est de décrire la situation socioéconomique et professionnelle de départ (avant les formations) des jeunes concernés par les interventions du projet à partir d'indicateurs pertinents, en vue d'en suivre l'évolution et d'en évaluer les effets
Domaine d'investigation	Ils sont relatifs aussi bien aux jeunes exerçant des AGR qu'aux conditions de vie de leurs ménages et aux conditions d'exploitation de leurs UPI (unités de production informelles)
Partenaire	Swisscontact
Durée	6 semaines
Période	12-26 Juillet 2012 pour l'enquête
Echantillon	✓ 50 villages répartis en 25 du projet et 25 hors du projet, à raison de 17 dans la région de Kayes (8 et 9), 18 à Koulikoro (9 et 9) et 15 à Sikasso (8 et 7) ✓ les jeunes de 14 à 25 ans dans les villages
Principales activités	✓ Echantillonnage ✓ Détermination des indicateurs pertinents ✓ Elaboration des questionnaires ✓ Reproduction des questionnaires ✓ Recrutement des agents de terrain et de saisie ✓ Formation des agents de terrain ✓ Pré-test ✓ Enquête de terrain ✓ Formation des agents de saisie ✓ Saisie des données ✓ Apurement des données ✓ Traitement des données ✓ Rédaction du Rapport d'enquête

☞ **Enquête de satisfaction des clientes auprès des prestataires de service PF dans les CSCOM à Bamako**

Objet	Mesure de la satisfaction des clientes auprès des prestataires de service PF dans les CSCOM de Bamako
Domaine d'investigation	✓ Caractéristiques sociodémographiques ✓ Visites de suivi ✓ Niveau de vie du ménage
Partenaire	PSI/Mali
Durée	25 jours
Période	19 Mars 2012 – 13 Avril 2012
Echantillon	293 femmes utilisatrice d'une méthode de planification familiale dans 30 CSCOM de Bamako
Principales activités	✓ Participation à la conception du questionnaire ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Collecte des données sur terrain ✓ Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Analyse des données ✓ Rédaction du Rapport d'enquête

3. Formation et renforcement des capacités

Durant l'exercice 2012, GREAT a mené des activités de formation et de renforcement de capacités conformément à son programme d'activités et à son plan stratégique. Ces activités concernent non seulement les formations dispensées par GREAT au profit de ses partenaires et groupes cible mais aussi les formations suivies par le personnel et les collaborateurs de GREAT pour un renforcement de leur capacité en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes. Parmi ces sessions de formation, on a distingué celles portant sur le nettoyage et l'analyse des bases de données des autres formations que l'on peut qualifier de classiques.

3.1. Ateliers de formation

Atelier sur le suivi et l'analyse budgétaire dans le domaine des services sociaux de base

Thème	Suivi et analyse budgétaire dans le domaine des services sociaux de base
Modules de formation	Une dizaine de modules relatifs à : ✓ aperçu du travail budgétaire au Mali ✓ le processus budgétaire au Mali et la disponibilité des informations budgétaires ✓ les expériences des organisations de la société civile relatives à l'accès aux informations budgétaires ✓ élaboration d'un objectif "SMART" de plaidoyer budgétaire ✓ les sources de revenu ✓ les dépenses – comment l'argent circule-t-il ? ✓ explorer les documents budgétaires, trouver les données sur les revenus ✓ introduction aux calculs budgétaires de base e.g. les secteurs de la santé et de l'éducation ✓ présentation des données (graphes/tableaux sur l'Excel) ✓ mettre l'apprentissage en relation avec le travail de plaidoyer
Lieu	Hôtel Azalaï Nord Sud, Bamako
Période	26– 29 juin 2012
Durée	4 jours
Organisateur	Oxfam et IBP
Formateur	Manuela GARCA et Vanheukolom TOON (IBP)
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	19 agents de la Société civile au Mali : ✓ CAD Mali ✓ Groupe de suivi budgétaire ✓ PCGVP Mali ✓ Publiez ce que vous payez ✓ GREAT ✓ OXFAM
Certification	Attestation de formation

☞ Introduction aux systèmes d'information géographique avec QGIS

Thème	Introduction aux systèmes d'information géographique avec QGIS
Modules de formation	✓ Importance de l'information spatiale et des SIG (Systèmes d'information géographique) ✓ Projection et cartographie ✓ Analyse spatiale et les types d'analyse ✓ Exercices pratiques sur QGIS ✓ Production de cartes des pays des participants
Lieu	Université Laval, Québec
Période	19 Juin 2012 – 18 Juillet 2012
Durée	22 jours
Organisateur	ODSEF
Formateur	Pierre Racine, Professionnel de recherche au CEF
Supports	✓ Logiciel QGIS
Participants	11 chercheurs et assistants de recherche: ✓ 2 Maliens dont 1 de l'INSTAT et 1 de GREAT ✓ 2 Sénégalais ✓ 1 Burkinabé ✓ 2 Béninois ✓ 2 Camerounais ✓ 2 résidents du Canada
Certification	Attestation

☞ Atelier national sur la collecte et l'analyse des données sur le travail décent au Mali

Thème	Renforcer la capacité des cadres nationaux maliens pour la mesure et l'analyse des Indicateurs du travail décent
Modules de formation	✓ Cadre conceptuel du travail décent ✓ Principaux indicateurs du travail décent ✓ Proposition d'ajustement des questionnaires EPAM pour le calcul des indicateurs du travail décent au Mali
Lieu	Centre de perfectionnement et de reconversion de l'ANPE, Bamako
Période	30 Octobre – 03 Novembre 2012
Durée	5 jours
Organisateur	Point focal du projet RECAP, Centre d'études et de renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer (CERCAP – Mali)
Formateurs	Monsieur Korio, Monsieur Fall, Monsieur Koriko
Supports	✓ Base de données de l'EPAM 2010 ✓ Questionnaires EPAM 2010
Participants	30 cadres nationaux de: ✓ l'Administration publique ✓ l'INSTAT ✓ l'Université ULSHB ✓ GREAT
Certification	Aucune

☞ **Suivi et plaidoyer budgétaire des fonds alloués à la santé, aux politiques de gratuité des soins de santé**

Thème	Suivi et plaidoyer budgétaire des fonds alloués à la santé, aux politiques de gratuité des soins de santé
Modules de formation	✓ Processus budgétaire ✓ Stratégies d'implication des citoyens ✓ Influence des budgets des collectivités voire des budgets nationaux en faveur du secteur de la santé
Lieu	Kati, Ouélessébougou
Période	12– 15 Novembre 2012
Durée	4 jours
Organisateur	CAD Mali
Formateur	Boubacar Bougoudogo de GREAT
Supports	Papier géant
Participants	60 bénéficiaires du projet basés dans les communes de Kati et Ouélessébougou:
Certification	Aucune

3.2. Analyse de données

☞ **Nettoyage et analyse des données EPAM**

Thème	Nettoyage et analyse des données EPAM
Modules de formation	✓ Initiation à SPSS ✓ Techniques de nettoyage des bases de données ✓ Initiation à la méthodologie de recherche ✓ Choix de thèmes de recherche ✓ Identification de variables et choix d'indicateurs ✓ Création de nouvelles variables ✓ Plan provisoire de rédaction des rapports
Lieu	Centre de perfectionnement et de reconversion de l'ANPE, Bamako
Période	Janvier – mars 2012
Durée	3 mois
Organisateur	DOEF/ANPE
Formateur	Massa Coulibaly de GREAT
Supports	Bases de données EPAM
Participants	8 cadres et chercheurs: ✓ 7 cadres de DOEF/ANPE ✓ 1 chercheur de GREAT
Certification	Aucune

☞ **Analyse approfondie des données EPAM et rédaction de rapports de recherche**

Thème	Analyse approfondies des données EPAM et rédaction de rapports de recherche
Modules de formation	✓ Amélioration des plans de rédaction ✓ Traitement des données sous SPSS ✓ Production de tableaux d'indicateurs ✓ Analyse des résultats et rédaction des rapports
Lieu	Centre Marie Delhez, Koulikoro
Période	11-17 juin 2012
Durée	7 jours
Organisateur	DOEF/ANPE
Formateur	Massa Coulibaly de GREAT
Supports	Bases de données EPAM 2010
Participants	7 cadres et chercheurs: ✓ 6 cadres de DOEF/ANPE ✓ 1 chercheur de GREAT
Certification	Aucune

4. Communication et information

GREAT a participé au forum des peuples à Niono avec une communication sur le thème "Budget citoyen et analyses budgétaires – Une alternative à la transparence et à la redevabilité sociale dans la gestion des fonds publics". Il s'agissait de présenter les résultats OBI 2010 ainsi que les forces et faiblesses du processus budgétaire au Mali. Ce fut aussi l'occasion pour GREAT de recueillir les demandes sociales en matière de transparence et de participation au processus budgétaires. Les participants ont été surpris par le faible score OBI 2010 du Mali et se sont engagés à participer dorénavant au processus budgétaire au niveau national.

En vue de la formation d'une coalition des organisations de la société civile autour de la transparence budgétaire, GREAT a organisé 5 ateliers respectivement à Ségou, Sikasso et Bamako (3). Ont participé à ces ateliers des OSC actives dans le domaine de la transparence budgétaire comme CAD-Mali, Groupe de suivi budgétaire, Conseil national de la société civile, FDS, AADEC, ou RPL. A côté de ces OSC, la direction générale du budget était aussi présentes à ces ateliers. Quatre thèmes ont été abordés à savoir le projet de plaidoyer de GREAT en faveur de la transparence budgétaire, les acteurs et le calendrier budgétaires au Mali (DGB), les expériences du Groupe de suivi budgétaire dans les processus budgétaires et la Déclaration de Dar es Salam (Tanzanie) sur la gestion transparente, responsable et participative des budgets publics.

GREAT a formé des membres de la CAD Mali (Kati, Ouélessébougou) en suivi, analyse et plaidoyer budgétaire. Cette formation a permis d'outiller des leaders communautaires en matière de procédures budgétaires, d'articulations entre les budgets national, régional et communal, de participation de la société civile au processus budgétaires et de suivi, analyse et plaidoyer budgétaires.

Massa Coulibaly, directeur exécutif et Boubacar Bougoudogo, responsable du projet de plaidoyer à GREAT ont rencontré le Ministre délégué au budget (accompagné de son conseiller technique) en présence de Toon Vanheukelom de IBP. Les entretiens ont porté sur le faible score OBI 2010 du Mali et le plaidoyer mené par GREAT pour l'augmentation de la transparence budgétaire au Mali. Il a été porté à la connaissance du Ministre le souhait de GREAT de voir le score du Mali s'améliorer grâce notamment à l'augmentation de l'exhaustivité des documents budgétaires et à la publication du projet de budget au moment de sa soumission à l'Assemblée nationale. Cela n'aurait que des avantages pour le gouvernement, compte tenu du contexte international et de la demande sociale interne favorables à la transparence budgétaire. Le Ministre s'est montré réceptif face à ces 2 requêtes et a ensuite fait le point de la participation des citoyens dans le processus d'élaboration du budget au Mali.

La même équipe de GREAT a été reçue par le Secrétaire général du Ministère de l'économie, des finances et du budget qui avait à ses côtés, le conseiller technique Siaka Sanogo. L'ordre du jour a porté sur le plaidoyer mené au Mali par GREAT en partenariat avec IBP. Après une brève présentation de IBP, le directeur exécutif a indiqué que ce projet en cours fait suite aux résultats OBI 2010 qui classent le Mali parmi les pays diffusant les informations minimales sur les documents budgétaires. Le Secrétaire général s'est dit ouvert aux différentes démarches de GREAT en vue d'améliorer le score du Mali en matière de transparence et de participation au processus budgétaire.

Par ailleurs, GREAT a organisé une rencontre avec le sous-directeur des prévisions budgétaires de la Direction générale du budget du Mali. Elle a porté sur l'amélioration de la présentation des informations budgétaires et la publication du projet de budget sur le site du Ministère des finances au même moment que son dépôt sur la table de l'Assemblée nationale.

GREAT a rencontré à trois reprises le Président de la Chambre de vérification des comptes et de contrôle des services personnalisés. La rencontre avait pour but de l'informer des résultats de l'enquête OBI 2010 du Mali et des composantes du projet de plaidoyer issu de cette première édition.

Dans le but de former un partenariat stratégique pour la mise en œuvre du projet de plaidoyer budgétaire, GREAT a rencontré le rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Il s'agissait d'informer les députés des résultats des enquêtes OBI au Mali et de la démarche entreprise par GREAT, en tant qu'OSC, pour promouvoir la transparence budgétaire à travers un projet de plaidoyer.

Les représentants de l'exécutif (Ministre délégué au budget, Secrétaire général du ministère de l'économie, des finances et du budget) ont reconnu qu'il y a des efforts à faire pour prendre en compte les recommandations de l'OBI 2010 et améliorer ainsi le score du Mali mais ils pensent que la primeur du projet de loi de finances doit être réservée aux députés.

Plaidoyer en faveur de la transparence budgétaire au Mali

Thème	Plaidoyer en faveur de la transparence budgétaire au Mali
Public cible	Les membres des organisations de la société civile, le Ministre et les cadres du ministère chargé des finances, les juges de la cour suprême
Date	Octobre 2011-juin 2012
Lieu	Ségou, Sikasso, Bamako,
Animateurs	Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly, François Koné
Compte rendu	Dans le cadre du projet de plaidoyer budgétaire, GREAT a réalisé, entre autres, les activités suivantes: ✓ participation au forum des peuples à Niono avec une communication sur le thème "Budget citoyen et analyses budgétaires : une alternative à la transparence et à la redevabilité sociale dans la gestion des fonds publics" ✓ organisation de 5 ateliers respectivement à Ségou, Sikasso et Bamako (3) avec comme participants CAD-Mali, Groupe de suivi budgétaire, Conseil national de la société civile, FDS, AADEC, RPL, la Direction générale du budget ✓ formation des membres de la CAD Mali en suivi, analyse et plaidoyer budgétaire. ✓ rencontre avec le Ministre délégué au budget dans le cadre du plaidoyer pour l'augmentation de la transparence budgétaire au Mali ✓ rencontre avec le Secrétaire général du Ministère de l'économie, des finances et du budget avec le même ordre que la rencontre avec le Ministre délégué ✓ rencontre avec le sous-directeur des prévisions budgétaires de la Direction générale du budget du Mali, sur l'amélioration de la présentation des informations budgétaires et la publication du projet de budget sur le site du Ministère des finances au même moment que son dépôt sur la table de l'assemblée nationale

☞ La fiscalité du tabac au Mali

Thème	La fiscalité du tabac au Mali
Public cible	✓ les cadres du Ministère de l'économie et des finances (impôts, douane) et du Ministère de la santé, ✓ les ONG de lutte contre le tabagisme ✓ l'industrie du tabac ✓ la Cellule CEDEAO ✓ la presse
Date	7 juin 2012
Lieu	Bamako
Animateurs	Massa Coulibaly
Compte rendu	L'atelier avait pour objet de procéder à la dissémination des résultats nationaux de l'étude régionale sur la fiscalité du tabac. La présentation s'est faite suivant le plan suivant: ✓ contexte général ✓ industrie du tabac ✓ consommation du tabac ✓ déterminants de la consommation ✓ fiscalité du tabac Le déficit de données statistiques et d'évidences empiriques sur le sujet à été souligné au cours de l'atelier.

☞ Conférence régionale CRES – CEDEAO – CRDI sur la taxation des produits du tabac

Thème	Taxation des produits du tabac – Partage des profils-pays et de la synthèse régionale
Public cible	Représentants ✓ CRES ✓ CEDEAO ✓ CRDI ✓ OMS ✓ UEMOA ✓ Cellules CEDEAO des pays membres ✓ Presse
Date	26-28 Novembre 2012
Lieu	Ouagadougou
Animateurs	✓ Représentants des équipes nationales de recherche ✓ Consultante régionale ✓ Organismes régionaux et internationaux de lutte contre le tabagisme
Compte rendu	✓ La conférence marque la fin de la première phase de la recherche sur la fiscalité du tabac vise à partager les résultats, discuter des possibilités d'harmonisation des fiscalités et élaborer un agenda national de politique nationale de lutte antitabac ✓ Les grandes lignes de la prochaine phase du projet recherche-action ont été identifiées en 2 grands thèmes: (i) les contraintes pratiques (techniques et politiques) empêchant la mise en place de politique fiscale et l'application de celles prises, (ii) les axes de recherche pour les besoins en évidences empiriques (analyse des élasticités prix et revenu de la demande de tabac, l'hétérogénéité des fumeurs , etc.) ✓ Des recommandations ont été formulées sur les mesures à prendre aux niveaux national et régional et sur les axes futurs de recherche et de renforcement de capacités. La conférence a pris fin par une conférence de presse animée par la CEDEAO, l'UEMOA, la CEMAC, le CRDI, la Banque mondiale, le CRES et le GREAT

5. Publications



On notera qu'à cause du changement de calendrier, les numéro 40 de GREAT_Cahiers a été reporté dans le précédent rapport d'activités au moment où l'exercice s'étendait d'avril à mars. C'est pour cette raison qu'on enregistre ici 3 numéros de la revue trimestrielle au lieu de 4. Il en est de même pour le GREAT_Savoir dont les 3 numéros de 2012 ont été reportés dans le rapport d'activités 2011, soit un total de 9 numéros au lieu de 12.

5.1. Les Great_Cahiers

Titre	EPAM 2010: Valorisation du travail domestique
Numéro	41
Date de publication	Avril – juin 2012
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	44 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	EPAM 2010: Accès des actifs occupés à la protection sociale
Numéro	42
Date de publication	Juillet – septembre 2012
Auteurs	François Koné
Nombre de pages	32 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali: Profil de pauvreté monétaire 2010
Numéro	43
Date de publication	Octobre – décembre 2012
Auteurs	Boubacar Bougoudogo et Massa Coulibaly
Nombre de pages	56 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.2. Le Great_Savoir

Titre	Dominance ethnique ou linguistique
Numéro	016
Date de publication	Avril 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les performances du gouvernement
Numéro	017
Date de publication	Mai 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Priorités populaires de développement
Numéro	018
Date de publication	Juin 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Le dilemme du chef coutumier
Numéro	019
Date de publication	Juillet 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Seul l'argent est rare
Numéro	020
Date de publication	Août 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	La gouvernance de l'école
Numéro	021
Date de publication	Septembre 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Valorisation du travail domestique
Numéro	022
Date de publication	Octobre 2012
Auteurs	PEP
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Profil 2010 de pauvreté monétaire
Numéro	023
Date de publication	Novembre 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Programme de transition fiscale
Numéro	024
Date de publication	Décembre 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

5.3. Base de connaissances

Les publications de GREAT sont distribuées, en copies dures, à des partenaires techniques et financiers, universitaires et aux services publics et privés nationaux. En plus, elles sont toutes disponibles, contre une simple inscription, sur le site web de GREAT (www.greatmali.net) dans la rubrique "Base de connaissances". De même, le "Great_Savoir" est accessible uniquement sur abonnement gratuit via le portail du site et en quelques copies dures et on peut aussi accéder aux archives des bulletins (GREAT_Savoir). Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

6. Partenariat

GREAT a bénéficié de l'appui de ses partenaires pour participer à des réunions et ateliers divers aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. On peut citer:

- les réunions du Comité de prévision et de modélisation à Bamako avec le Ministère de l'économie et des finances
- l'atelier régional (sous l'égide de la CEDEAO) sur la taxation du tabac en Afrique de l'Ouest organisé par le CRES à Ouagadougou
- l'atelier IBP sur la formation en analyse et plaidoyer budgétaire à Bamako respectivement à Casablanca pour le lancement des disséminations OBI 2012
- l'atelier GSB sur l'analyse des budgets de l'éducation et de la santé dans 30 communes
- les ateliers de restitution des notes de prospective de la CAP
- l'atelier CABRI sur la transparence des finances publiques à Accra
- la rencontre avec la directrice régionale Dakar du CRDI à Bamako
- l'atelier préparatoire Altus des études sur la gouvernance de la sécurité en Afrique à Lagos
- l'atelier d'évaluation des rapports d'études thématiques de l'INSTAT sur les données du RGPH 2009
- la participation au symposium du cinquantenaire de la BCEAO à Dakar
- la tenue de la réunion préparatoire des enquêtes Afrobaromètre avec les principales parties prenantes.

Les divers partenaires de GREAT peuvent être sériés en (i) institutions de recherche, (ii) administration publique, (iii) société civile et (iv) partenaires techniques et financiers.

6.1. Institutions de recherche

CAP (Cellule d'analyse et de prospective – Primature de la République du Mali)	✓ Réunion de dissémination des notes de prospective (résultats de recherches) dont "Les vagues déferlantes du fleuve Niger : une stratégie malienne de conquête des marchés de céréales, de produits de l'élevage et de certains produits émergents"
CRES (Consortium pour la recherche économique et sociale)	✓ Etudes sur la fiscalité du tabac
INSTAT (Institut national de la statistique)	✓ Ateliers d'évaluation des rapports de recherche thématique sur les données du RGPH 2009 ✓ Signature d'un protocole d'accord de partenariat
Afrobaromètre	✓ Réunion de préparation des enquêtes Afrobaromètre avec les "stakeholders"

👉 Protocole de partenariat GREAT - INSTAT



Depuis juillet 2012, il est créé pour une durée de 3 ans, entre l'Institut national de la statistique et le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique, un partenariat de coopération mutuellement avantageux dans les domaines de la recherche, de la formation et des études économiques et sociales. Chaque partie opère selon ses domaines spécifiques de compétence et apporte à l'autre les ressources nécessaires à l'accomplissement heureux de sa mission au profit de la coopération entre elles. Le partenariat est susceptible de s'appliquer à trois champs d'activités à savoir les activités

de recherche, les activités de formation et la valorisation scientifique. Il peut se réaliser sous différentes formes, en particulier l'accueil de chercheurs et d'étudiants par l'un et l'autre des partenaires (missions, stages...), le partage de données (enquêtes, bases de données...), l'organisation de manifestations (ateliers, séminaires...) et la réalisation de publications. Un comité scientifique de deux membres (1 de chaque institution) est constitué afin de sélectionner les projets qui seront réalisés en partenariat et de réaliser le suivi de la mise en œuvre du présent Protocole d'accord.

6.2. Administration publique

BCEAO	✓ Réunion du Comité national du crédit ✓ Réalisation d'étude sur les déterminants des taux débiteurs des banques au Mali
CPM (Comité de prévision et de modélisation)	✓ Atelier de formation sur la MME et le T21 ✓ Réunions statutaires du CPM
USSGB	✓ Programme de Master en économie quantitative calculable ✓ Préparation des projets d'arrêté et de règlement intérieur et leur transmission au Rectorat
ANPE	✓ Atelier de formation sur l'analyse des données EPAM ✓ Atelier de formation sur les indicateurs du travail décent

6.3. Société civile

CAD Mali	✓ Ateliers de formation en suivi, analyse et plaidoyer budgétaires
CABRI	✓ Ateliers conjoints avec IBP
Groupe de suivi budgétaire	✓ Réunions sur le plaidoyer pour la transparence budgétaire ✓ Ateliers de formation en suivi, analyse et plaidoyer budgétaires ✓ Atelier national de restitution des résultats de l'analyse des budgets de l'éducation et de la santé de 30 communes des régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Gao
Presse	✓ Articles de journaux sur les résultats de recherche et les ateliers

6.4. Partenaires techniques et financiers

IBP	✓ Enquêtes budget ouvert (OBI) ✓ Plaidoyer en faveur de la transparence budgétaire ✓ Atelier de formation en suivi, analyse et plaidoyer budgétaires ✓ Participation auxancements des résultats OBI
PSI	✓ Réalisation d'études
World Economic Forum	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises

7. Fonctionnement institutionnel

En plus des activités menées au cours de cette année, le fonctionnement de GREAT en tant qu'institution avec ses organes et ses instances est tout aussi important pour l'atteinte des objectifs contenus dans le plan stratégique. Statutairement, l'ONG GREAT dispose d'une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations. Le conseil (transformé en Comité d'orientation) se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finance) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activité annuel. Elle travaille en étroite collaboration avec un Conseil scientifique mis en place, suite aux Journées du savoir de février 2012.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités

GREAT a pour vocation la réalisation de toute activité de conseil, formation, recherche, publication, assistance et promotion de la science et de la culture. L'accent a été mis cette année sur la recherche dans les domaines de la gouvernance, des études d'impacts, de l'analyse de la pauvreté et du financement de l'économie. Les résultats de recherche sont publiés via le site Internet de GREAT, "Les GREAT_Cahiers", "La GREAT_Formation", "La GREAT_Data", "Le GREAT_Savoir" et "Les GREAT_Livres". Toutes ces publications sont distribuées à des partenaires aussi bien publics que privés. Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements (Administration et finances, Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication). Chaque département a à sa tête un responsable qui assure en même temps des tâches de chercheur. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations.

7.2. Réunions statutaires

Le Conseil d'administration s'est réuni le 01 septembre 2012 sous la présidence du Directeur exécutif de GREAT, président du Conseil. En raison de la situation particulière que traversait le pays depuis l'éclatement en janvier 2012 de la rébellion au Nord du pays et le coup d'Etat de mars de la même année, cette réunion n'a pas pu se tenir plus tôt. L'ordre du jour portait sur l'examen et la validation du Rapport d'activités de l'année 2011 et du Programme d'activités 2012, le Compte rendu du processus de révision institutionnelle et les divers. Durant l'année 2012, la direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Les réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Au nombre de 6, soit en moyenne 1 tous les 2 mois, ces réunions ont porté essentiellement sur le dispatching des dossiers de recherche, les programmations des formations et autres missions.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en atelier (à Koulikoro) pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 3 ateliers d'une semaine chacun qui se sont tenus durant l'année 2012.

8. Suivi budgétaire

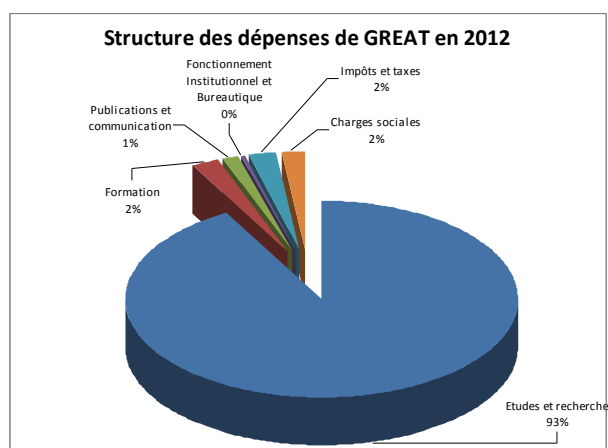
8.1. Système de gestion

Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil de gestion budgétaire à lui offert par le CRDI. Il permet de:

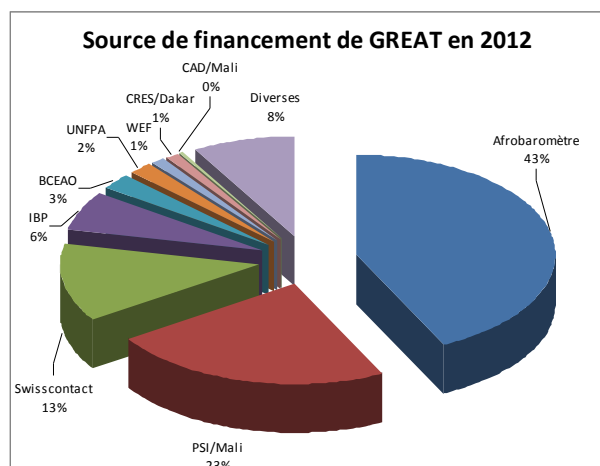
- enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- faire des prévisions et projections
- évaluer les besoins de trésorerie
- établir un rapport financier à tout moment.

Le nouvel outil de suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

8.2. Structure des dépenses



8.3. Sources de financement



9. Programme d'activités 2013

Le programme d'activités de 2013 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2012.

Programme prévisionnel d'activités

1. Etudes et recherches	
Gouvernance	✓ Analyse budgétaire ✓ Rapport sur le budget ouvert ✓ Rapports Afrobaromètre Round 5
Evaluation d'impacts	✓ Evaluation de la satisfaction des clientes des MLD 2 ✓ Impacts des médicaments antipaludiques sur la santé des enfants ✓ Impacts des chocs et réformes à l'aide des MEGC
Pauvreté	✓ Travail non rémunéré ✓ Problématique de l'emploi des jeunes au Mali (EMOP + PEJ)
2. Enquêtes	✓ Enquête Afrobaromètre round 5.5 ✓ Enquête sur la compétitivité des entreprises ✓ Enquête d'étude d'évaluation d'impacts ATPC 2
3. Formation et renforcement de capacités	✓ Formation en anglais et en langue nationale ✓ Formation en cartographie ✓ Formation en MEGC ✓ Logiciel d'échantillonnage ✓ Analyse des données de comportement ✓ Inscription et poursuite en thèses de doctorat ✓ Approfondissement SPSS ✓ Appui technique à des pays Afrobaromètre ✓ Formation en macroéconomie
4. Communication	✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT ✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire ✓ Dissémination des résultats Afrobaromètre 5 ✓ Appui technique à des pays Afrobaromètre
5. Publications	✓ 4 numéros de "Les Great_Cahiers" ✓ 2 numéros de "La Great_Formation" ✓ 12 numéros de "Le Great_Savoir"
6. Partenariat	✓ Acte juridique du Master 2 en économie quantitative calculable ✓ Réunions et ateliers CAD Mali ✓ Mission de supervision enquête ATPC avec l'UNICEF ✓ Réunion MAECI sur les APE ✓ Réunions CPM ✓ Atelier WB de consultation sur la stratégie intérimaire 2014-15
7. Fonctionnement institutionnel	✓ Adaptation du système comptable ✓ Réunions régulières des instances

📌 Tableau de bord 2013

	Thèmes	Délai	Responsable	Boubacar	Djénéba	Fatim	François	Massa	Moussa	Observations
Etudes et recherche	Protection sociale	Juin	François							
	Fuite des capitaux	Octobre	Massa							
	Taux débiteurs	Juillet	François							
	Jeu des acteurs	Mars 13	Massa							
	Evaluation satisfaction MLD	Juin	Massa							
	Impacts chocs et réformes	Décembre	Moussa							
	Travail non rémunéré	Juin	Massa							
	Cartes de pauvreté	Octobre	Fatim							
	Analyse budgétaire	Octobre	Djénéba							
	Rapport sur le budget ouvert	Octobre	Boubacar							
Enquêtes	Enquêtes Afrobaromètre	Mars 13	Moussa							
	Enquête compétitivité des entreprises	Mai	Moussa							
Formation et capacitation	Anglais et langue nationale	Septembre	Moussa							
	Cartographie	Juillet	Fatim							
	MEGC	Décembre	Moussa							
	Marché du travail	Juin	Massa							
	Thèses	Août	Massa							
	SPSS	Janvier	Massa							
	MCE sur Stata	Septembre	François							
	Ms Project	Août	Boubacar							
Communication	Gestion "Base de connaissances"	Mars 13	Djénéba							
	Plaidoyer pour la transparence budgétaire	Décembre	Boubacar							
Publications		Mars 13	Fatim							
Partenariat		Août	Massa							
Fonctionnement institutionnel		Mars 13	Massa							
Suivi d'exécution des activités		Mars 13	Djénéba							

Conclusions

La production et la diffusion du savoir, vocation de GREAT, ne sauraient atteindre l'efficacité escomptée, à savoir avoir une influence transformatrice sur la société, que si elles sont soutenues par une politique active de communication, d'information et de plaidoyer. L'effort important d'influence de la société, courant l'exercice passé, à travers notamment la première édition des Jds (Les Journées du savoir de GREAT), s'est poursuivi par la mise en œuvre d'un projet de plaidoyer et par la poursuite et/ou la création de divers partenariats féconds. En effet, 2012 aura été marqué par le plaidoyer sur la transparence budgétaire et par le dynamisme dans les partenariats, dynamisme qui s'est traduit par:

- la prédominance, parmi les activités d'études et recherche, des études spécifiques au profit de partenaires externes
- l'animation par GREAT de plusieurs ateliers de formation sur demandes des partenaires (CAD Mali, ANPE, Afrobaromètre)
- la signature d'un protocole de partenariat avec l'Institut national de statistique (INSTAT)
- le nombre élevé et la diversité des offres (techniques et financières) dans le cadre de la mobilisation de ressources.

Il apparaît que la mobilisation de ressources, à travers des propositions de recherche, d'études ou d'enquêtes, a manqué d'efficacité durant l'année 2012 eu égard à la part importante d'offres sans suite. Par ailleurs, dans ces propositions, on relève la prédominance des ressources à usage prédéfini, au détriment des ressources à usage libre qui peuvent garantir la pérennité des activités. Le nouveau calendrier budgétaire basé sur l'année civile pourrait être mis à profit pour augmenter l'efficacité dans la mobilisation des ressources au cours des exercices à venir. Dans ce cadre, le Groupe nourrit l'espoir, fondé, de prétendre aux subventions publiques en faveur de la recherche et de l'éducation en faveur des populations.